

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 — (Métro : Porte St-Martin)

UN LACET AU COU DU PROLETARIAT !

Un grave danger menace les travailleurs. Sous prétexte de leur donner des garanties et un statut moderne, on veut, en réalité, leur supprimer toute liberté d'action. Ce n'est vraiment pas la peine d'avoir — il y a dix-huit mois — esquissé un mouvement révolutionnaire. Le prolétariat va payer les débordements et les trahisons de ses dirigeants. Et aussi, cette discipline, pour laquelle tant de fois il a été félicité.

Le patronat, lui, n'a pas perdu son temps.

Pendant la pause, il s'est organisé, puis il a attaqué. Tous les moyens lui ont été bons. Il a fait voter la loi d'arbitrage, et refusé d'appliquer les sentences rendues. Il a créé de toutes pièces les syndicats professionnels, licencié les délégués ouvriers, lockouté, subventionné et armé les fascistes. En face de lui : des dirigeants ouvriers qui s'occupaient surtout d'acheter des châteaux et d'organiser les loisirs du peuple, de protéger les jeunes et de tendre la main aux curés. M. Gignoux avait la partie belle. Il devait gagner, il a gagné.

Car, ne nous y trompons pas. Si la classe ouvrière laisse faire, jamais elle n'aura subi d'autant grande défaite. En juin 1936, la lutte s'est déroulée entre patrons et ouvriers, et le Parlement n'est intervenu que pour enregistrer la victoire ouvrière.

Aujourd'hui, les délégués de la classe ouvrière ne sont admis que pour « audition », et ce sont six cents bonshommes, qui se présentent « élus du peuple », mais qui, en réalité, n'ont émergé des « mares stagnantes » que parce qu'ils avaient mieux « nager » que leurs concurrents malheureux ; ce sont eux-là qui vont décider du sort de la classe ouvrière.

Dans quel sens ? Il n'est que lire les textes devant servir de base de discussion pour être fixé. Et ce ne sont pas les gémissements intéressés de M. Gignoux sur les prétendues atteintes à l'autorité patronale qui parviendront à nous faire croire en l'excellence du statut.

Une fois de plus, le prolétariat va être victime. N'ayant su que faire la paix alors qu'il fallait agir, piétiner lorsqu'il fallait aller de l'avant, il va maintenant rétrograder. Et il lui sera d'autant plus difficile de repartir qu'il ne pourra plus faire aucun geste qui ne soit prévu et sanctionné par une loi.

Il va faire les frais de l'expérience. Ce peuple qui, en juin 1936, a fait vaciller la société sur ses bases, est trop tôt retombé dans son inertie coutumière. Il a laissé à ses dirigeants et à leurs hommes de confiance le soin d'agir pour lui. Il a cru à tous les boniments. Il a approuvé la main tendue, c'est l'Union nationale et que l'Union nationale, c'est la guerre.

Il a suivi ses chefs dans toutes leurs trahisons, il a obéi à leurs mots d'ordre, même les plus saugrenus. Il a pèleriné à l'Etoile, chanté la Marseillaise, adoré la Pucelle. Il se pâme quand son chef aimé va (tel un cabotin raté ou une violette star) dédicacer un livre qu'il n'a pas écrit, mais qu'il a signé.

Il les a crus quand ils lui ont dit : « Nous ne pouvons agir autrement, car la révolution n'est pas faite, et nous sommes bien obligés de constater que nous vivons encore en régime capitaliste. »

C'est vrai. Nous sommes encore en régime capitaliste. Le capital et le salarial existent encore et s'affrontent chaque jour plus violemment. Et c'est pourquoi il existe des organisations patronales qui s'emploient à défendre les priviléges des profiteurs, et des organisations ouvrières qui devraient s'employer à les détruire.

Qu'ont-elles fait, les organisations ouvrières ? Qu'ont fait les partis politiques ? Qu'a fait la C.G.T. ? Ont-ils essayé d'agir en direction du but à atteindre, ce but qui est en quelque sorte leur seule raison d'exister ? Non. Rien n'a été fait dans ce sens. Les partis politiques n'ont vu dans les masses ouvrières que des électeurs dont les suffrages leur permettraient de pouvoir être quelque chose et quelque chose dans l'Etat. Et c'est ça la plus grande cause de l'impuissance de la C.G.T. Malgré ses 5 millions d'adhérents, elle n'est qu'un colosse aux pieds d'argile. Soumise à des influences diverses et ennemis, la C. G. T., pour conserver son unité, est obligée de se cantonner dans le train-train des réformettes. Impossible d'entreprendre une action sérieuse et efficace quand chaque jour sortent — des bouches d'où on les attendait le moins — les appels au calme et à l'union de la nation française !

Et la C.G.T., au lieu de poursuivre sa route pour arriver à l'affranchissement de la classe ouvrière ; au lieu de travailler à la disposition du patronat et à la suppression du salariat, essaie tant qu'elle peut de revitaliser cette classe bourgeoise qu'elle avait pour mis-

sion de détruire. Elle a participé à l'enquête sur la production, elle a participé à l'élaboration de la loi sur l'arbitrage obligatoire, lacet passé au cou du prolétariat. Elle participe à l'élaboration du statut moderne du travail, c'est-à-dire qu'elle aide le gouvernement et le patronat à enchaîner les travailleurs. Ensuite, elle disparaît, sans limite. Sa tâche sera terminée. Car le jour où les grèves seront décidées au bulletin secret, le jour où l'objet même de la grève sera examiné par un arbitre qui décidera en toute impartialité (!) de la continuation ou de la fin du mouvement, le jour où tous les litiges seront soumis à l'arbitrage, à quoi cela servira-t-il d'être organisé ?

A moins que, dès maintenant, les travailleurs jugent qu'ils ont leur mot à dire. Mais il faut que ce soit immédiatement. Quand le statut sera voté, il sera trop tard. Lutter contre le patronat, c'est une tâche possible. Lutter à la fois contre le patronat, le gouvernement et la légalité, ça s'appelle faire la révolution. En l'état actuel des choses, nous n'en sommes peut-être pas capables.

C'est pourquoi il faut agir immédiatement. Il faut que la protestation ouvrière monte, unanime : Pas de statut du travail, élaboré par le gouvernement, avec le concours du patronat. Le seul statut possible doit être élaboré par les organisations syndicales et la classe ouvrière tout entière doit se charger elle-même d'en imposer l'application au patronat.



La S.D.N. est morte

La centième session du Conseil de la S.D.N. est close. Elle n'a pas apporté que des illusions à ceux qui pouvaient encore espérer en une organisation de la sécurité collective. Ce mythe qu'on s'était plus à faire vivre pour les besoins d'une politique, celle qui se fondaient sur le caractère intangible des traités, aura été gravement atteint par les derniers débats de Genève.

La guerre sino-japonaise d'abord. On avait formulé dans certains milieux l'espoir que la S.D.N. prendrait l'initiative d'une aide matérielle et morale en faveur de la Chine. Les quatre grandes « démocraties » (sic), c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. seraient intervenus conformément à l'esprit du Covenant et auraient obligé le Japon à relâcher son étreinte. Aux dernières nouvelles, toute intervention collective est abandonnée. La France et la Grande-Bretagne ont bien trop à faire en Europe pour distraire une partie de leurs forces en Extrême-Orient. Les Etats-Unis n'ont point bougé et se sont refusés à prendre aucun engagement. Quant à l'U.R.S.S., quoique ses intérêts impérialistes les plus immédiats soient compromis par la conquête japonaise, elle ne pouvait agir isolément. La Chine devra donc pour le moment se débrouiller toute seule. La résolution votée se contente de recommander aux puissances d'examiner dans quelle mesure elles peuvent apporter leur aide à la Chine. Comme on le voit, ce vœu platonique ne saurait changer grand'chose à la situation actuelle, mais surtout, il ne rehausse point le prestige de l'organisation qui avoue ainsi sa propre faillite.

LASHORTES.

(Voir la suite en 6^e page.)

L'anarchiste Louise Michel appartient au Proletariat Révolutionnaire et non aux bateleurs de la politique

L'Union Anarchiste organisera vendredi 11 février une grande Conférence à la mémoire de Louise Michel. Il est temps, en effet, que cesse ce scandale de l'accaparement de la Bonne Louise par les partis politiques et particulièrement le parti communiste. Ceux-ci manifestent à Levallois avec, en tête de leur cortège, le drapeau des Versaillais voisinant avec le drapeau rouge ! Le drapeau tricolore sous l'église duquel 30.000 communistes furent immolés !

Notre intention première fut d'aller nous aussi à Levallois. Mais des difficultés d'autorisation — nous ne sommes pas le Front populaire ! — administratives auraient reculé trop loin la manifestation.

La C. A. a donc décidé d'organiser en échange une grande Conférence sur la vie militante de la grande anarchiste, de la grande révolutionnaire que fut Louise Michel.

Ci-dessous on trouvera le texte de l'affiche qui sera apposée sur les murs de Paris dans les jours qui vont venir.

L'AFFICHE DE L'U. A.



LOUISE MICHEL EST DE GEUX-LA

C'est cette noble figure que feront revivre devant vous

SEBASTIEN FAURE,
son vieux compagnon de lutte
et GEORGES PIOCH
à la Grande Conférence
qui aura lieu salle de la Mutualité
vendredi 11 février, à 20 h. 30

Pour l'amnistie en Espagne
Gouvernementale

GRANDE MANIFESTATION

DE LA S. I. A.

Le 18 février 1938 à Japy

SUR LE
COMMUNISME
LIBERTAIRE

Erreurs d'interprétation

Je viens de lire un livre écrit par un auteur espagnol, sur les événements qui se déroulent actuellement au pays de la C.N.T. Cet auteur s'incline visiblement vers notre mouvement, vers nos solutions. Il est antifasciste convaincu et applaudit les idées anarchistes.

Mais certaines contradictions qui ne sont pas surprenantes chez un littérateur — il ne faut pas confondre, ce que l'on fait souvent, le littérateur et le théoricien, et du reste beaucoup de théoriciens apparents ne sont que des littérateurs souvent médiocres —, certaines contradictions, dis-je, attirent mon attention.

Notre auteur déclare qu'il était impossible, à cause de la guerre, d'instaurer le communisme libertaire. Mais il proteste, un peu plus loin, de ce que l'Etat représente les chemins de fer aux cheminots, les usines aux ouvriers, le ravitaillement et la répartition aux syndicats, la terre aux collectivités agricoles. Selon lui, tous ces éléments de production, de circulation, d'échange, devaient rester aux mains des travailleurs et être admis

nistres par eux. Il applaudit encore les principes de répartition mis en pratique dans les régions où la socialisation agraire a pénétré le plus profondément.

Sur le moment, je n'ai pas compris. Si tout cela est faisable, si tout cela devait être respecté, pourquoi déclarer que le communisme libertaire était impossible ? Qu'est-ce donc, alors, que le communisme libertaire ?

Puis j'ai réfléchi, et j'ai trouvé l'explication. L'esprit littéraire, tout imaginaire, qui n'est pas l'esprit sociologique — tout une analyse concrète des faits — domine dans l'interprétation de cet écrivain, comme il a dominé chez tant de nos camarades pendant cinquante ans. Il a, du communisme libertaire, ou anarchiste (la différence qu'on a voulu faire, pendant ces dernières années, entre les deux termes, n'est qu'un escamotage pour la création de petites chapelles), la conception idyllique, éthérente que tant des nôtres ont eue. Et prenait l'arôme pour la fleur dont l'organisation va jusqu'à l'humus du sol, il confond et défigure.

(Voir la suite en 8^e page.)

La photo que nous reproduisons ci-dessus et que nous a obligamment prêtée le camarade Paul Honoré, de Romans, a été prise il y a une quarantaine d'années, à Sarras, petite commune de l'Ardèche, par Pierre Martin. Celui-ci, qui faisait à cette époque le photographe ambulant, était un vieux compagnon de lutte de la Bonne Louise. Il dirigea le Libertaire pendant plusieurs années et jusqu'à la guerre de 1914.

Rappelons que Pierre Martin était aux côtés de Louise Michel à la fameuse manifestation de Vienne du 1^{er} mai 1890.

CRIMES
CRAPULEUX

L'extermination légale de la famille Cornuel

Le drame de la ferme des Cornuel est maintenant suffisamment connu pour qu'il soit inutile de le narrer dans ses détails. Rappelons donc brièvement les faits. Pour deux cents francs qu'ils espéraient à trouver, des gens de loi armés jusqu'aux dents ont incendié une ferme et ont massacré ses habitants après avoir tenté de faire crocheter la porte par un jeune serrurier qu'ils avaient requis pour leur besogne. Celui-ci, dont la jeunesse explique la témérité, fut tué au cours de son opération par un des fermiers. Réflexe très explicatif ; on défend ce qu'on possède, n'est-ce pas ? On a appris cela à l'école ; ça fait partie de la défense du sol, de la terre où l'on est né, de la Patrie quoi ! Et la famille Cornuel, paysans dont le nom fleure bon « la douce France » étaient nourris de ces principes formant la base de notre société. Bien plus, pendant la guerre, plusieurs d'entre eux avaient cru nécessaire de s'en aller au front alors que leurs chaumières n'étaient pas encore en danger, et dame ! quand ils ont vu qu'ils étaient directement menacés dans leurs personnes et dans leurs biens, ils n'ont pas hésité ! Dans leur rude

logique, ils sont demeurés convaincus que « l'étranger » c'est celui qui attaque ; ils n'avaient pas l'esprit assez déformé pour aboutir à de subtiles distinctions entre celui-ci ou celui-là, entre « le Boche » et le Français. Et comme le régiment, à défaut de la guerre, avait appris aux plus jeunes l'art de tuer et le maniement des armes, il s'en sont servis contre les envahisseurs, contre les incendiaires. Et peut-être l'un d'eux, se souvenant de l'hymne national, a-t-il épaulé son arme en fredonnant le couplet fameux :

Entendez-vous dans ces campagnes
Mugir ces féroces soldats
Qui viennent jusqu'à vos bras
Egorger vos fils et vos campagnes !

Cent quarante-sept ont été tués dans les combats, et ce fut en vain que la mère Cornuel qui se tenait dans les flammes devant le cadavre de son fils articula des mots de pitié. Pitié ? Allons donc ! Ce n'est pas un mot français ça ! Et les mousquetaires de la Loi canardèrent à bout portant cette torche vivante ! Et la foule, tout comme l'arrière durant la guerre, acclama leurs gestes par ses bravos ! Tant et si bien que le

Les députés viennent de donner l'exemple aux travailleurs

Ils ne comptent que sur eux-mêmes pour augmenter leurs conditions de vie et pour s'octroyer l'échelle mobile.

Sous l'égide du Front populaire

DOUTREAU, toujours maintenu en prison, passe en jugement aujourd'hui même à Meaux !

Notre ami, après avoir été pendant plus de quinze jours transféré de prison en prison, sans connaître le véritable « forfait » qui lui était reproché, est enfin arrivé à Meaux.

Sous le régime du Front Populaire, il est préférable d'être cagoulard que d'être anarchiste, c'est-à-dire un homme indépendant qui lutte pour que le slogan : LE PAIX, LA PAIX, LA LIBERTÉ, ne soit pas seulement un cliché électoral, mais une réalité concrète.

Pour la Liberté, quelle dérision ! Doutreau est arrêté sur ordre d'une « lettre de cachet » d'un fonctionnaire, un larbin qui obéit aux ordres reçus. Soi-disant qu'il existe une loi sur la protection de la liberté individuelle ? Menottes au poing, au régime de droit commun, la police a pu conduire notre camarade de prison en prison, sans même se préoccuper de savoir si les faits reprochés étaient exacts.

A l'instruction, on pouvait penser que ce scandale prendrait fin, qu'après avoir été entendu notre camarade serait remis en liberté provisoire. Il n'en a rien été. Le juge d'instruction, qui n'avait qu'une pensée, envoyer Doutreau en correctionnelle, le plus rapidement possible, n'a pas voulu perdre du temps. Il a maintenu au droit commun, refusant le régime politique auquel notre camarade avait droit. L'instruction a été vite expédiée. Pourquoi se priverait-il avec un anarchiste ? Le témoignage toujours suspect de deux policiers, cela suffit à ses yeux pour obtenir une condamnation ; il a donc envoyé l'affaire immédiatement en correctionnelle.

Doutreau passe ce jour, jeudi 3 février, devant ses juges.

M. Fourrier, son dévoué défenseur, sera à ses côtés. Des témoins appartenant à différents partis politiques, et en particulier à la gauche révolutionnaire, viendront répéter les paroles qu'ils ont entendu prononcer par notre camarade, qui sont assez loin de ressembler à celles rapportées par ces messieurs de la Préfecture. Il est vrai que ces derniers étaient en service commandé, et M. Marx Dormoy, qui exerçait alors le métier peu recommandable de ministre de l'Intérieur, avait donné l'ordre de poursuivre les anarchistes, pour tenir « à égale » la balance entre la droite et l'extrême-gauche.

Depuis, on a découvert les coupables de l'attentat de l'Etoile dans les partis fascistes. Sera-ce un nouveau prétexte pour faire condamner l'anarchiste Doutreau ?

Pour l'amnistie en Espagne
Gouvernementale

GRANDE MANIFESTATION

DE LA S. I. A.

Le 18 février 1938 à Japy

demain dans le « Journal » dans cette feuille qui en ce moment même continue sa campagne publicitaire des « Sans Haine » un certain Chasserai pouvait impunément insulter la malheureuse « cette vieille mègère écrit-il, qui semblait échappée de la chaudière des sorcières. »

Oui, un journaliste a pu écrire cela sans avoir encore reçu le crachat d'un honnête homme ! Peut-être n'en a-t-il point rencontré ?

Et l'on s'étonnera encore de ce qu'on appelle les horreurs d'une révolution ! On s'étonnera de ce que feront un jour, quand ils auront enfin rompu leurs chaînes, les doux, les tendres, tous ceux dont les yeux candides ne reflétaient encore qu'un idéal vaguement conçu, eux dont les regards étaient faits pour l'amour mais qui s'illuminent chaque jour de flammes inexorables et justicières ! Et beaucoup de gens sans pensée seront alors surpris, comme ils le sont encore aujourd'hui en lisant dans l'Histoire de France les massacres de septembre et les mutilations sexuelles subies par la princesse de Lamballe dont la tête décore la pique d'un révolutionnaire cependant qu'un autre, gavroche incorrigible, se confondait une paire de moustaches avec les poils de cette bonne amie de Marie-Antoinette !

Surpris ? Pas nous ! Certes, il se peut qu'un jour, nous soyons nous-mêmes victimes de la colère des opprimés ; comme le dit Choppard dans le « Courrier de Lyon », les innocents qui courtent les rues, et nous sommes persuadés que le flot épurauteur ne perdra point sa force à respecter celui-ci ou celui-là ; mais qu'importe ! Le problème des crimes de la Société se pose d'une façon suffisammentangoissante pour que nous ne nous attardions pas sur nos propres destinées et nous savons bien que ces crimes dont, sans lui doute, le capitalisme a la plus vaste responsabilité, se continueront avec le même rythme, dans la même horreur, si les sociétés quelque modifiées par une révolution, s'obstinent à conserver ce monstrueux qu'on appelle l'Etat.

Mais n'anticipons pas et considérons seulement l'Etat actuel, le nôtre, celui dont la main hideuse nous happe ou nous menace.

Bien que la multitude reconnaisse que chaque geste de son existence est plus ou moins enterré par les tentacules de la piauvre, bien que la masse s'aperçoive de l'iniquité des prélevements étatiques, impôts sur l'air et la lumière, impôts sur le travail, impôts du sang, elle accorde malgré tout des circonstances atténuantes aux torts de l'Etat car, dans sa naïveté, elle le croit impétuel. Même si elle le considère comme une machine à broyer les individus, elle croit que cette machine est soumise à une infrangible discipline, à des lois mécaniques inviolables. Et si cette multitude, voulant se représenter l'Etat sous sa forme vivante, examine parfois les détails de son armature, ses organes, ses gardes du corps, elle tient cependant pour un personnage extraordinaire et ne tirant sa puissance que de lui-même. Elle croit que ce potentiel jouit d'une telle suprématie qu'il peut considérer tout individu comme un numéro et que pour lui, Pierre ne pèse pas plus que Paul. Oui, pour cette multitude, l'Etat, puissance vivante, absorbe sa pâture d'hommes aussi indifféremment que l'Etat, puissance-machine, absorbe sa cargaison de matières premières. Dans l'esprit de la masse, l'Etat ne connaît que des anonymes et son mutisme, devant les justes protestations des exploités persuade encore la foule de l'impartialité de son idole, cruelle certes, mais tenue pour nécessaire par ses stupides adorateurs.

Or l'Etat n'est qu'un instrument docile entre les mains de ceux qui le dirigent ; il n'est que le serviteur obéissant de ses patrons, l'exécuteur fidèle des ordres qui lui sont donnés, l'intermédiaire des commandes qui lui sont faites, le tenant surveillé des officines d'argent, le croupier de la Loterie nationale, le tire-laine des escroqueries coloniales, le croque-mort des entreprises guerrières. Vous croyez qu'il protège cette banque ? C'est exact ; il la protège. Il vient à son secours, il la renfloue même ! Mais c'est parce qu'une autre puissance financière, lui a donné l'ordre d'agir ainsi. Vous croyez que l'Etat c'est nous ? Non ! ce n'est même pas les autres, c'est leur valet ; ce n'est pas notre ennemi direct, c'est l'exécuteur des hautes œuvres de ceux qui lui dictent leurs ordres qu'ils appellent : l'Ordre.

C'est pour cela que celui qui possède une fortune suffisamment colossale pour agir sur les Etats par les moyens multiples de la Finance, de la Presse, etc., celui-là est tabou. C'est pour cela que Rockefeller n'a jamais payé un dollar des amendes fabuleuses auxquelles les lois américaines l'avaient condamné à l'origine de son premier trust ; c'est pour cela que Coty a pu accueillir avec un sourire la note de vingt millions que lui présentait notre fisc, c'est pour cela que Citroën, en une nuit, pouvait jeter sur le tapis vert d'un tripot de quoi nourrir trois cents familles pendant un an malgré ses impôts d'assurances sociales exigibles et non exigés.

Mais les Cornuel ne devaient que deux cents francs ; ils faisaient partie du troupeau que l'Etat doit tondre afin de pouvoir payer les factures d'armements à ceux qui lui en ont imposé la commande, afin aussi de payer son personnel exécutif, depuis le Contrôleur des contributions jusqu'à l'hussier, depuis le procureur général jusqu'au brouillard.

C'est parce qu'il ignorait tout cela que le petit serrurier de dix-neuf ans a cru remplir une mission d'ordre social en fracturant la porte des Cornuel ; c'est en vertu de la discipline militaire que les gendarmes ont exécuté la mère et le fils en incendant la ferme ; c'est à titre de « courageux citoyen » qu'Eugène Milliet, cultivateur, mouchard Henri Cornuel en indiquant aux chiens de garde la piste qu'il avait suivie après sa fuyante sortie de la maison en flammes et que Mme Alvimolins le livra aux gendarmes après l'avoir invitée à sa table !

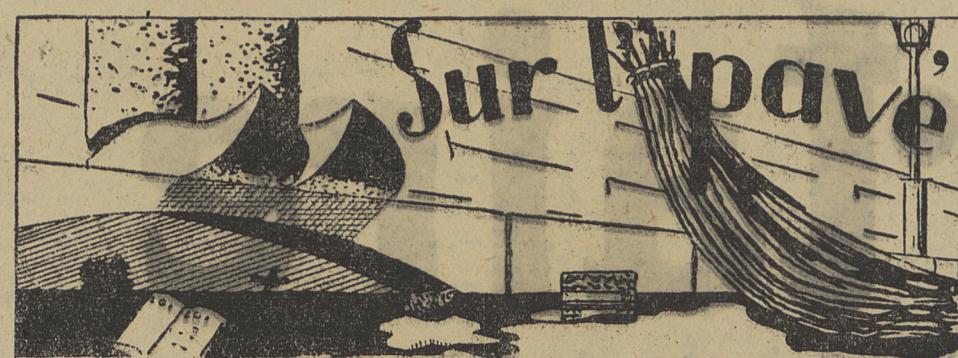
Aussi bien, cette tragédie paysanne constitue-t-elle une nouvelle condamnation de notre système social et d'un pays qui n'a même plus le sens du ridicule puisqu'il persiste encore à se décerner le titre de civilisé. Cette tragédie est puissamment éducatrice : les jeunes doivent la méditer après l'avoir lue attentivement.

Mais pour ceux qui, comme nous autres, n'ignorant rien des horreurs dont nos maîtres sont capables, l'assassinat des Cornuel par les pouvoirs publics n'est qu'un nouveau forfait, logiquement consommé, au nom de l'ORDRE.

Et comme, par les représentants de cet ordre même, les crimes sont classés d'après les bénéfices que les assassins en tirent et les procédés qu'ils ont employés, nous n'hésitons pas à cataloguer l'affaire Cornuel dans les crimes crapuleux.

Car nous y trouvons sans effort tous les éléments qui valent ce qualificatif aux assassinats bassement et sauvagement conçus ; la cruauté, la lâcheté, la fourberie et la soitise, caractéristiques immédiates de cette bête puante qu'en appelle la Société moderne.

AURELE PATORNI.



Force reste à la loi !

Une famille de « culte terrestre » trimant du matin au soir pour assurer leur subsistance et mettre de côté, pour les vieux jours, quelques billets crasseux : le droit à la vie de demain, sans se douter que ces chiffons de papier, demain peut-être, ne vaudront plus que pour l'usage le plus intime... dignes aboutissement d'une vie de labours et de privations...

La terre nourricière est leur unique souci ; que leur importe le monde lointain et ignoré ; qu'ont-ils de commun avec l'Etat et toute son armature ? Ils n'ont rien à lui demander. Et le seraient-ils ? — en vain !

Mais si eux, dans leur vie primitive et paisible, heureuse peut-être, ne se soucient pas de l'Etat, celui-ci, par contre, étend sa sollicitude sans bornes jusqu'à vers eux, jusque vers le plus humble travailleur. Comment les oublierait-il, en effet ? Il a sur eux des droits imprescriptibles, droits sacrés, — la Raison d'Etat ! Il croit pouvoir leur soutirer 200 fr. ne nagent-ils pas dans l'abondance ? Ils vivent sous le toit de leur chaumiére en compagnie de leur vache et de quelques poules...

Et lui, l'Etat, n'assure-t-il pas leur sécurité ? N'a-t-il pas d'énormes quantités d'armes à commander sans cesse pour s'acquitter de cette tâche ? N'a-t-il pas la joule de racaille galonnée, étouffée avec leurs satellites à nourrir et engranger... ?

Ne construit-il pas des routes ? — Ces « cultes terrestres », faute de Rolls-Royce ou autre grande chevaux, peuvent y promener librement leurs vaches ; ils sont citoyens d'une république démocratique : ils ont tous les droits !

Mais ces ingrals, ces fils indignes d'une patrie qui les gave de bonheur insensé et immérité, ces « cultes terrestres » se demandent perplexes : qu'avons-nous donc emprunté à l'Etat ? Que nous a-t-il fourni ? — Une charrette, une vache, de la semence, de l'engrais ? Et, s'ils pouvoient répondre par l'affirmative, ces pauvres bougres se saigneraient aux quatre veines pour payer à le dé !...

Mais dans l'abîme de l'ignorance des biens-faits incessants que leur procure l'Etat, ils demeurent persuadés que c'est le plus grand des filibustiers qui fond sur eux pour leur entraîner le fruit de leur labour ; et c'est le drame !

200 fr. de « dû méconnu » ; une poignée de morts : révoltés et défenseurs de l'ordre sont tombés. Mais la Raison d'Etat demeure dans toute sa splendeur hideuse. Vae Victis !

Larue-Michel.

Le Congrès de la Fédération parisienne de l'U.A.

Le Congrès est déclaré ouvert à 9 h. 30. Il est présidé par le camarade Serrano, assisté des camarades Aufauer et Cherry.

Le secrétaire Pedron, dans son rapport moral, rappelle les difficultés qu'il a rencontrées pendant l'année écoulée. La fédération avant les événements d'Espagne était presque inexistante. Dans tous les coins de la région parisienne, d'une façon un peu désordonnée, les groupes se sont constitués. De nombreuses réunions ont eu lieu. Aujourd'hui, nous commençons à envisager le bénéfice de cette action. De nombreux ouvriers dégotés des partis politiques viennent à nous.

L'ancienne structure de la fédération ne correspond plus à son développement. Le Congrès, qui est un congrès administratif, aura donc surtout à s'occuper de sa réorganisation sur des bases correspondant mieux aux besoins actuels de la propagande.

C'est pourquoi le Comité d'Initiative a retenu la proposition du Groupe d'Asnières, visant à subdiviser la fédération en secteurs, qui tenant compte des moyens de communication, permettraient à plusieurs groupes d'une même région d'appuyer leurs activités.

Après une discussion assez longue et approfondie, où un grand nombre de délégués interviennent, apportant différentes suggestions, le principe est accepté.

L'après-midi le bureau de la fédération ayant été chargé de présenter un projet de ces secteurs, ce projet est accepté sans discussion.

Le nouveau bureau fédéral est nommé. Ce sont les camarades Vintzinger, secrétaire ; Pedron, secrétaire adjoint ; Barzangat, secrétaire administratif ; Mahe, trésorier ; Virgil, trésorier adjoint.

Le Congrès approuve également la formation d'une commission de propagande, qui sera composée du bureau et d'un membre de chaque secteur.

Le Congrès vote le rapport financier, et renouvelle sa confiance au camarade Mahe.

Par ailleurs, les C. I. auront lieu une fois par mois le samedi à 20 h. 30 précises, de façon à permettre aux groupes éloignés de se faire représenter. La C. I. considérera de la propagande générale et convocation des assemblées d'information lorsqu'elles seront nécessaires par les circonstances.

Il est 18 heures et le congrès se termine après une journée de bon travail pour notre région.

Un avenir de propagande intense, de liaisons régulières, d'action et d'agitation, se prépare pour notre région.

PAUVRE PETIT COMMERCE

Un brave commerçant, petit épicer rue Saint-Jacques, le Jour de l'An, un filet de quatre bouteilles (bordeaux rouge, bordeaux blanc). La verrerie, naturellement, était consignée : 1 fr. 25 le flacon.

Le vin est bu, les fêtes terminées, le portefeuille est vide et les filets ne contiennent plus, hélas ! que des cadavres... Ouaï ! les quelques francs consignés serviront pour le tabac de fin de mois.

On va donc reporter au brave petit épicer les bouteilles sinistrement vides...

Et froidement, si votre mémoire est en défaut, si vous ne faites pas attention ou si vous êtes timides, ce cher petit commerçant ne vous rembourse que vingt sous par bouteille...

C'est, après tout, qu'un tout petit vol (un franc par filet) et la vie est si dure pour les chers petits commerçants.

• • •

QUAND L'AIGLE JOUE A L'OIE...

Un communiqué de presse dûment et très favorablement commenté par les journaux fascistes nous apprend que Mussolini a, dans une fougueuse harangue, exposé à ses miliciens tout ce que le « pas de l'oie » comportait d'esprit latin et d'espérance pour l'avenir de l'empire romain. Exaltant le geste gracieux du soldat qui se livre à cet exercice, le Duce s'est crié : « C'est un pas qui a un style pur, qui exige une véritable préparation et un entraînement. C'est pourquoi nous le voulons. C'est un pas que les sédentaires, les ventrus, les demi-portions ne pourront jamais exécuter et c'est pourquoi il nous plaît. »

Voilà certes, qui est propre à soulever d'orgueil les poitrines des vaillants miliciens, mais dans son enthousiasme le Duce a tout de même oublié les règles élémentaires de la correction et de l'amabilité.

Les demi-portions inaptes au « pas de l'oie » oui, bien sûr, mais enfin le docteur Goebbels, pour peu susceptible qu'il soit peut se sentir visé.

Quant au ventru, le cinéma nous a montré, lors de la visite du général Goering en Italie, deux silhouettes, celle du Duce et de son ami allemand, qui pouvaient difficilement prétendre à la sveltesse. M. Mussolini devrait savoir qu'on peut être mannequin sans en avoir la taille.

• • •

THOREZ AU POUVOIR...

... Et tout de suite... Le chômage chez les musiciens serait rapidement et totalement résorbé.

Simple parlementaire, le camarade Thorez allant signer son *Fils du peuple* en Pass-de-Calais est reçu par DEUX fanfares (*Humanité* 24/1/38), une paille ! Au pouvoir, la musique de la Garde le pourrait suivre partout !

Il doit bien exister d'autres fils du peuple parmi les députés, communistes ou autres : chacun ferait un petit effort pour écrire son petit roman : constitution de petites symphonies

particulières et ambulantes, et en avant la zizique...

Si tous les fils du peuple écrivent, ô ma fille, Tu n'iras plus au bal chercher prince charmant, Car fanfare héroïque et flûte de quadrille Suivraient les fils du peuple écoutant leur roman...

Monsieur Dubailat.



Une conférence sur l'anarchie

Le cabaret du front populaire avait organisé dans son local, rue de la Boëtie, une conférence sur l'anarchie.

Serge Varenne, le conférencier, ne se compare pas à la tâche. Après avoir affirmé son admiration pour certains anarchistes, il se borne à commenter des informations puissées dans une revue. Les auditeurs eussent été bien mal informés, si notre camarade Coudry n'avait demandé la parole pour apporter le point de vue de l'U.A. Il mit beaucoup de choses au point, tant sur le mouvement makhoniste, que le conférencier avait émis de citer, que sur les événements d'Espagne.

Puis, à la demande du conférencier, les auditeurs posèrent des questions à Coudry, sur divers sujets, notamment sur la position actuelle de l'U.A.

Grâce à l'absence du terrassier de service, et à la correction du conférencier, qui se rendait compte que les éléments dont il s'était servi étaient faux et incomplets et nous permit de nous expliquer, tout se passa bien. Nous étions même l'honneur de lever la séance au milieu de la symphonie générale.

En résumé, nous pouvons considérer cette conférence comme une bonne réunion de propagande.

La littérature prolétarienne

La courageuse revue *Les Humbles* vient de faire paraître une intéressante et nécessaire étude signée Henry Poutaille sur la littérature et le peuple.

Dans un style clair, qui rappelle *Le Pain Quotidien*, Poutaille démontre toute la valeur humaine des écrits de ceux que la meute sociale broie.

Sans se perdre dans les brouailles plus ou moins spéculatives de la littérature avec un grand L et de l'esprit pur, il expose et résout la question de l'expression prolétarienne par les lettres. Loyalement et franchement, il dit leur fait aux littérateurs du prolétariat qui, par déssein, ont brouillé les cartes.

Dans l'article, Place à la vie, il donne en images saisissantes ce qu'est cette littérature prolétarienne. Sans chercher si la chose en elle-même ne donne encore que des balbutiements, il fait voir qu'elle est et ne peut être vraie que sur son véritable terrain, la lutte de classes.

Que ceux qui, par esprit de secte, de parti, ou de costume de grande coupe, aient le mépris d'articles, d'essais, signés d'un maçon, boulanger, etc., le problème n'en reste pas moins, puisqu'il est celui de la vie nouvelle qui monte. D'ailleurs, la chose est tellement vraie depuis ce temps que l'on essaie de l'étouffer, de ne lui laisser aucun place, elle commence cette littérature prolétarienne à avoir un corps bien à elle et sa force de jour en jour s'enrichit d'un nouveau sang.

Ironiquement, Poutaille cite les Peisson et Giano qui, malgré le silence des gens de lettres et d'académie, ont réussi à se tailler une place. Aux J.-R. Bloch et Aragon, touton, toutain, il boute les fesses pour leur lâcher du couteau aux noms desquels ils prétendent parler.

Tout dans cette revue serait à citer si la place ne nous faisait défaut, mais que ce court compte rendu soit un témoignage d'estime pour ceux qui, comme Poutaille, ont la sincérité et le courage de manier les problèmes n'ont pas seulement un ventre, mais qu'ils sont capables avec leurs bêtes de penser et d'exprimer leurs douleurs, leurs souffrances et leurs joies.

Qui en dépit des obstacles mis sur leur route, ils franchiront les bornes de l'intellectualisme du monde qui croit, pour enfin critiquer la vie de leur force naissante. Cette force de la classe à laquelle ils appartiennent, le prolétariat.

Merci Poutaille, merci Wulens, des Humbles de nous faire connaître ceux qui demandent à la vie autre chose qu'une gamelle.

Roger COUDRY.

AU CONGRÈS DE LA C. N. T.

LE PROLÉTARIAT IBÉRIQUE MONTRÉ LA CAPACITÉ CONSTRUCTIVE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le Congrès de la C. N. T. vient de clore ses travaux à Valence. Nous avons signalé dans notre dernier numéro les principaux points de l'ordre du jour.

Nos camarades, malgré les formidables difficultés où les a enfermés la politique de la non-intervention, ne cessent d'affirmer les conquêtes révolutionnaires du 19 juillet 1936.

En face des utopies réformistes et stalinianes, les anarchistes espagnols montrent au prolétariat mondial le chemin de sa libération.

Cette libération ne peut être que l'œuvre des organisations prolétariennes en dehors de toute tutelle de l'Etat.

La C. N. T., qui groupe plus de la moitié des salariés espagnols, est consciente de ses responsabilités tant devant les travailleurs ibériques que devant le prolétariat mondial. C'est ce sentiment de responsabilité qui lui dicte son attitude de dignité et de froide résolution de poursuivre la réalisation des idéaux, chers aux opprimés de la terre, devant les provocations sans nombre des élémintaires irresponsables appartenant à la bourgeoisie ou à la coalition stalinien-réformiste.

Cette attitude a porté ses fruits. Le peuple espagnol que les politiciens considèrent comme un troupeau, incapable de se diriger lui-même, vient de leur montrer, par la voie de son organisation la plus représentative, qu'il est majeur et qu'il entend poursuivre l'organisation de sa vie en dehors d'eux. Les criminels et les insensés qui conçoivent la provocation de mai à Barcelone, croyant pouvoir démolir les collectivités agraires et industrielles, se rendent-ils compte aujourd'hui, devant la force formidable de la C. N. T. avec ses 1.700.000 syndiqués, de l'inanité de leurs intentions ?

En dehors de toute discussion métaphysique, le Congrès a étudié les moyens les plus pratiques pour perfectionner les organismes nés pendant la Révolution, et permettant la coordination des efforts dans les entreprises collectivisées.

Après dix-huit mois d'expérience, dans les collectivités, les congressistes pouvaient envisager avec sérénité les défauts de tels organismes et les moyens d'y remédier, car ils savent que l'Etat, avec son organisation tyrannique, peut à triompher dans le passé parce que le peuple n'a pas su perfectionner et défendre les institutions qui lui garantissent le maximum de bien-être et liberté.

Il est hors de doute que la grande force des anarchistes espagnols réside dans cet empirisme instinctif qui leur permet de s'adapter aux circonstances sans perdre de vue l'idéal.

Pour adapter les entreprises collectivisées à l'intérêt général des travailleurs et les aider à se perfectionner, le Congrès a décidé :

1^e Les fédérations nationales d'industries, sur la proposition des syndicats et à travers les fédérations régionales, départementales et locales, nommeront les délégués techniques.

« Dans la tourmente »

L'adaptation française, de l'œuvre remarquable de Julio à Julio, qui relate les épisodes de la première année (juillet 1936 à juillet 1937) de la Révolution espagnole et de la guerre contre le fascisme sera prochainement éditée en français par le Bureau de Presse et d'Information.

Cet ouvrage révèlera l'œuvre immense qui fut accomplie en Espagne et que le grand public ignore presque totalement, car elle fut complètement dénaturée et le plus souvent passée sous silence par la grande presse. Cet ouvrage sera prochainement en vente au « Libertaire »

ques nécessaires pour l'inspection et l'orientation des organes économiques qui seront sous sa juridiction ;

2^e Ces délégués proposeront les règlements destinés à orienter efficacement les différentes industries dans le but d'améliorer l'économie et l'Administration. Ils ne pourront agir pour leur propre compte et seront chargés d'appliquer les dispositions des Conseils dont ils dépendront ;

3^e Pour plus d'efficacité dans leurs fonctions et dans les cas où cela serait nécessaire, ils proposeront aux Conseils qui les auront nommés l'application de sanctions aux individus ou organismes qui les auraient méritées pour manquement à leurs devoirs. L'organisation admettra l'extension des facultés de coercition correspondantes à l'organisme qui pourrait user de ce droit. Cette disposition concerne exclusivement les industries aux mains des ouvriers.

Il suffit de lire attentivement ce texte pour se rendre compte de son esprit profondément libertaire. Il s'agit d'aider les organismes existants et, en même temps, de les purger des individus indésirables ou incapables et ce en dehors de toute bureaucratie omnipotente. Nous sommes loin des « Révisors » staliniens qui, abrités derrière les priviléges bolcheviks, échappent au contrôle des intéressés. Ces délégués occuperont uniquement des entreprises collectivisées, car les anarchistes espagnols ne se proposent pas d'améliorer les institutions bourgeois, ils les démolissent ! — Ch. R.

En dehors de toute discussion métaphysique, le Congrès a étudié les moyens les plus pratiques pour perfectionner les organismes nés pendant la Révolution, et permettant la coordination des efforts dans les entreprises collectivisées.

Après dix-huit mois d'expérience, dans les collectivités, les congressistes pouvaient envisager avec sérénité les défauts de tels organismes et les moyens d'y remédier, car ils savent que l'Etat, avec son organisation tyrannique, peut à triompher dans le passé parce que le peuple n'a pas su perfectionner et défendre les institutions qui lui garantissent le maximum de bien-être et liberté.

Il est hors de doute que la grande force des anarchistes espagnols réside dans cet empirisme instinctif qui leur permet de s'adapter aux circonstances sans perdre de vue l'idéal.

Pour adapter les entreprises collectivisées à l'intérêt général des travailleurs et les aider à se perfectionner, le Congrès a décidé :

1^e Les fédérations nationales d'industries, sur la proposition des syndicats et à travers les fédérations régionales, départementales et locales, nommeront les délégués techniques.

— De combien de sections se compose le laboratoire ?

— De dix : chimie, agriculture, météorologie, physique, mécanique, industries vinicoles, géologie, minéralogie, microbiologie, questions tout-compte.

— Quoique nous n'ayons pas de tout le matériel nécessaire à son développement normal, nous avons monté et installé plusieurs sections complètes. Le plus gros obstacle est de ne pouvoir faire venir certains appareils de l'étranger.

— De quelles structures leur avez-vous donné ?

— Nous sommes dirigés par un conseil technique, composé des deux camarades de chaque section, mais afin de lui donner plus d'elasticité et de pouvoir répondre aux questions urgentes, l'on nomme une junta qui assume toutes les fonctions du conseil à qui elle rend compte de son action et des décisions qu'elle prend. Cette junta est composée de dix conseillers et présidée par la Direction, de même que le Conseil.

— Section parfairement bien montée et qui compte sur tout le matériel nécessaire, et des champs appropriés pour les expériences.

— Vétérinaire. — Deux essais importants ont lieu que dirige notre camarade Juan Hormedas Banquimi : l'un d'eux est pour obtenir le vaccin qui immunise et empêche la propagation du choléra chez les porcs ; l'autre à pour but de faire disparaître au moyen de piqûres la fièvre qui atteint la poule en état de couver, et la renvoie en état de pondre à nouveau des œufs.

— Etude des vins. — Section très importante, analogue à celles de laboratoires similaires en Europe. L'on y étudie l'élaboration des vins et leurs dérivés pour obtenir des produits chimiques, engrangés acides, etc.

— Microbiologie. — S'agit d'une des sections qui n'est pas complètement au point, quoiqu'elle compte déjà sur un matériel précieux. Nous voyons un très moderne autoclave, plusieurs appareils pour bouillons de culture, etc. Les recherches entreprises sont très intéressantes ; nous reviendrons bientôt sur les résultats. Le camarade qui s'occupe de la section est German Roy Duro.

— Physique. — Une longue énumération de tous

La terreur cléricalo-fasciste

Le journal *Arbeiderbladet*, de Copenhague, publie les déclarations de Mme Ulmer, veuve de l'écrivain Ulmer, sur le terrorisme exercé par les troupes italiennes à Majorque. Mme Ulmer a vécu quatre mois à Palma au moment de l'insurrection :

« Deux mois après le début de la révolution, l'on commençait à parler italien dans les rues de Palma et peu de temps après les officiers italiens étaient les maîtres de l'île. Mon fils et moi, nous restâmes neutres. Mais ce fut impossible devant le régime de terreur fasciste. Parfois le chef fasciste invitait ses amis à dîner pour assister à des exécutions d'ouvriers et d'antifascistes, comme diversion. Un gosse de douze ans fut assassiné pour ses opinions politiques ! Deux jeunes filles qui se plaignaient de l'obscurité de la rue eurent la tête rasée. Un jour d'exécution d'un groupe d'ouvriers, l'un d'eux cria « vive la république », l'officier retarda l'exécution afin de lui donner quelques coups de poing supplémentaires dans la figure. Les fascistes ne respectaient ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants.

Sept infirmières de la croix-rouge qui maintenaient en secret leurs opinions républicaines ont été fusillées. L'évêque de Palma a déclaré un jour, en donnant la bénédiction, qu'il n'était pas suffisamment d'exterminer les rouges, mais qu'il fallait aussi exterminer leur progéniture. »

— Tu es partie ensuite pour Madrid ?

— A Valence d'abord, ensuite à Madrid, pour plusieurs jours.

— Par quoi as-tu été le plus impressionné ?

— L'esprit de la population, son moral merveilleux, qui lui permet de supporter avec sérénité et stoïcisme les angoisses ; la ferme obstination de se maintenir coûte que coûte, malgré tous les risques, à côté des tranchées défendues par ses hommes. Nous fûmes aussi très impressionnés par le spectacle indescriptible des dégâts aux édifices, causés par le bombardement, surtout dans certains quartiers, comme celui d'Argüelles, dont les édifices presque tous détruits sont tous inhabités. Un profond silence régne interrompu de temps en temps par la fusillade, les canons et les mortiers. Les tranchées sont parfaites, construites avec toutes les exigences de la technique moderne, et Madrid peut résister indéfiniment.

— Parlez-nous du « Pardo ». — Sur cette position se trouvent les effectifs de la cinquième division, dont le commandant est notre camarade Palacios (de la C. N. T.), le commissaire Tomas Sanz (de la C. N. T.), et autres chefs avec qui nous avons causé longtemps.

— Cette division réalise un important labour culturel, au moyen d'écoles, distributions de revues, journaux, etc., labour qui continue sans la moindre interruption, malgré la proximité des tranchées ennemis, dont ils ne sont séparés, en quelques endroits, que de 5 mètres. C'est la glorieuse histoire de cette division confédérée, car depuis novembre 1936, époque à laquelle les fascistes considéraient comme faite la prise de Madrid, elle continue d'avancer, prenant du terrain à l'ennemi.

— Sur la concorde et la collaboration entre les différents secteurs ?

— La ville de Madrid est une chose, la région à l'autre. Notre organisation a rendu publique la nécessité que l'on passe des déclarations aux faits. Théoriquement, tous les partis et organisations sont d'accord, et, dans la pratique, il existe une certaine collaboration, sauf dans quelques aspects politiques de conséquences désastreuses.

Notre camarade termina le récit de son voyage sur les principaux fronts de guerre en insistant sur le fait que les ex-militaires deviennent soldats de l'armée populaire par nécessité, sont restés des révolutionnaires, ils veulent vaincre, mais aussi ne cessent de s'intéresser à l'œuvre constructive de la C. N. T. dans tous les domaines.

Ils envoient à leurs camarades de la C. N. T.-F. A. I. leurs avis sur les œuvres à accomplir, ils les encouragent, eux qui sont si courageux. Un bloc est uni entre ceux de l'arrière, qui créent une société meilleure, et ceux de l'avant qui n'ont plus qu'un affreux souvenir de ce que fut cette République bourgeoisie et répressive.

— Chimie. — Cette salle compte aussi de nombreux appareils d'expérimentation parfaitement installés ; à sa tête se trouvent les camarades Oliván et Carrillo Rodriguez.

— Mécanique. — L'on est en train d'y installer une machine destinée aux essais de traction, compression, flexibilité, torsions et cisailles, de calcination électrique, à gaz et air comprimé. Le camarade Antonio Ochoa Retana est à la tête de cette section.

— Météorologie. — Cette section possède une grande salle spéciale pour enregistrer la vitesse des houles, un anémètre, Bellami pour graduer la radiation cosmique, etc. Notre regrette Comas y Sola était à la direction de cette section ; nous avons relâché dans le Lib sa vie de savant et de militaire, et sa mort récente.

— Géologie et minéralogie. — Cette section est toute récente et à la charge du camarade Carles Gara. Elle possède déjà de riches collections de minéraux.

Nous admirons avec Vié la belle bibliothèque scientifique, la salle de dessins. Vié nous dit en terminant ses projets, ses recherches pour obtenir la cellule électrique, très important élément pour la fabrication de la soude.

— Accueil simple et d'excellente camaraderie de tous nous a vivement touchés ; des hommes de science, des ingénieurs, tous guidés par l'idéal libertaire, voilà ce qui n'est qu'une petite partie, ainsi qu'insiste modestement Vié, de l'immense œuvre entreprise par la Confédération Nationale du Travail dans tous les domaines.

— Peut-être pourra-t-il nous donner des détails sur les personnes protestant de payer des impôts pour la rendre effective.

Mais il est d'autres considérations. Le rendement de la production varie sans cesse.

Avec un même effort, on obtiendra le double de poisson sur telle côte que sur telle autre,

une différence moyenne de raisin dans les différents vignobles, plus de blé ou de pommes de terre selon les régions. Telles mines donneront de la houille excellente, celles-là de la houille médiocre et les couches charbonneuses plus ou moins épaisses,

rendent plus ou moins pour un même travail.

Tel minéral procurera quarante pour cent de métal pur, tel autre soixante-dix pour cent, quelquefois de meilleure qualité.

Les pâturages des contrées humides permettent d'obtenir plus de lait ou plus de viande que ceux des contrées où les pluies sont rares.

Le rendement du travail varie sans cesse.

Essentiellement diverse, la nature est une source perpétuelle d'injustices. Mais l'homme, qui modifie les lois de la nature et les transforme par les merveilles de la physique et de la chimie quand cela lui convient, doit aussi la corriger, et la corrige au sens moral.

Quelques inégalités dans leurs résultats, toutes les productions sont nécessaires. Le minéral pauvre et le minéral riche, les mauvais et les bons pâturages, le blé des terres maigres et le blé des terres grasses. Et nous ne pouvons pas dans une société égalitaire maintenir des privilégiés, donner par exemple cent francs par tonne pour deux tonnes de fer dont l'une aurait demandé quatre heures et l'autre sept heures de travail, ou cent cinquante francs par quintal pour deux quintaux de blé, obtenus le premier sur cinq mille mètres carrés, le deuxième sur neuf mille, avec un travail proportionnel.

L'éthique doit préside les relations économiques. Il ne s'agit plus de dire : « Tu apportes tant, tu reçois tant », mais bien : « tu t'efforces comme nous, jouis de la vie comme nous », « tu es, tu as le droit de vivre ». — Telles sont les considérations fondamentales qui nous poussent à défendre le communisme libertaire, telles les raisons pour lesquelles nous ne l'abandonnons pas.

MAX STEPHEN.

(*) La morale anarchiste.

(*) Préambule pour la seconde livraison de l'Empire Knouto-Germanique.

A Teruel, en Andalousie, à Madrid avec l'armée révolutionnaire

Notre camarade Maguid, qui dirige *Tierra y Libertad*, le grand hebdomadaire de la F. A. I., nous conte ses impressions de son vaste voyage dans le Sud de l'Espagne, à Madrid et enfin au front de Téruel :

— Dis-nous quelque chose de l'esprit, de l'ambiance, des travaux de nos camarades andalous, de la vie de notre organisation dans ces régions.

— L'on y travaille avec un véritable enthousiasme et la plus parfaite cordialité entre les organisations C. N. T., F. A. I. et J.J. LL. On réalisa en grande partie le changement de structure de la F. A. I. en créant un grand nombre d'organisations. Les Jeunes libertaires effectuent un travail extraordinaire ; déjà elles ont organisé un excellent service de distribution d'imprimés, livres, journaux.

— Durant le congrès, nous avons eu l'occasion de parler avec des camarades du front sud. La ferveur révolutionnaire et la foi dans la victoire sont inébranlables.

— Tu es parti ensuite pour Madrid ?

— A Valence d'abord, ensuite à Madrid, pour plusieurs jours.

— Par quoi as-tu été le plus impressionné ?

— L'esprit de la population, son moral merveilleux, qui lui permet de supporter avec sérénité et stoïcisme les angoisses ; la ferme obstination de se maintenir coûte que coûte, malgré tous les risques, à côté des tranchées défendues par ses hommes. Nous fûmes aussi très impressionnés par le spectacle indescriptible des dégâts aux édifices, causés par le bombardement, surtout dans certains quartiers, comme celui d'Argüelles, dont les édifices presque tous détruits sont tous inhabités.

— Tu es partie ensuite pour Madrid ?

— A Valence d'abord, ensuite à Madrid, pour plusieurs jours.

— Par quoi as-tu été le plus impressionné ?

— L'esprit de la population, son moral merveilleux, qui lui permet de supporter avec sérénité et stoïcisme les angoisses ; la ferme obstination de se maintenir coûte que coûte, malgré tous les risques, à côté des tranchées défendues par ses hommes. Nous fûmes aussi très impressionnés par le spectacle indescriptible des dégâts aux édifices, causés par le bombardement, surtout dans certains quartiers, comme celui d'Argüelles, dont les édifices presque tous détruits sont tous inhabités.

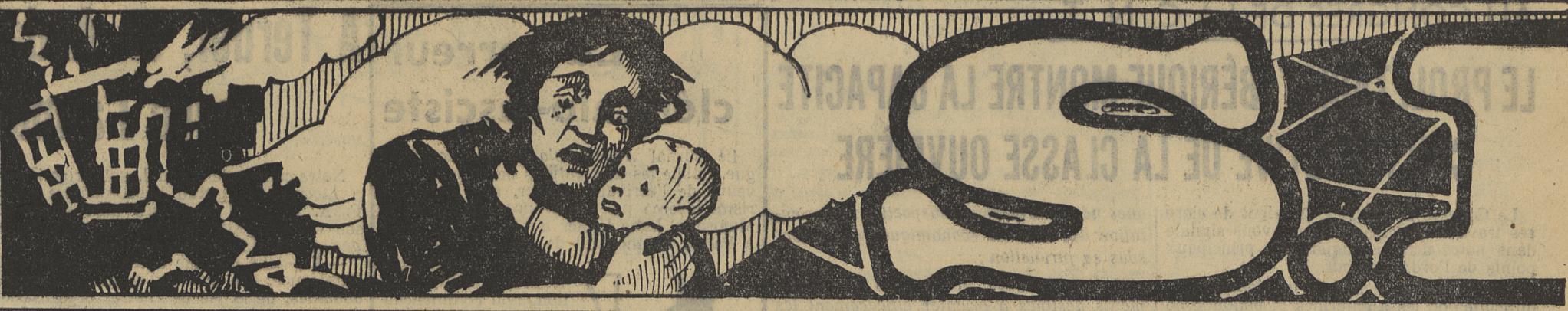
— Tu es partie ensuite pour Madrid ?

— A Valence d'abord, ensuite à Madrid, pour plusieurs jours.

— Par quoi as-tu été le plus impressionné ?

Chautemps, l'hypocrite, s'émeut des atroces bombardements de Barcelone.

Parmi les femmes et les enfants, massacrés là-bas, combien ont été refoulés de France ces mois derniers par le même Chautemps ?



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

UN TÉMOIGNAGE DE NOTRE SOLIDARITÉ

La vie à Llensa

Tous ceux qui ont parlé avec les petits réfugiés de Llensa ont été frappés de l'attachement de ces enfants à leur colonie. Elle est attachante en effet, et c'est cette forte impression qu'elle m'a laissée lors de mon dernier passage.

Elle compte actuellement 208 enfants, âgés de 2 ans et demi à 14 ans : le nombre s'en est accru sans cesse, depuis sa fondation, car la guerre civile fait chaque jour, hélas ! de nouvelles victimes : dernièrement, un groupe de 14 petits Asturiens a été accueilli. La maison est maintenant très pleine car 208 enfants forment une grosse colonie ; heureusement : qu'il y ait de l'espace : le château compte des chambres assez spacieuses et un second étage, transformé en dortoir où l'on a pu installer un grand nombre de lits. Mais la salle à manger

ayons dans la province de Gérone, « En tous sens, c'est un modèle pouvant servir d'exemple à d'autres semblables. »

La nourriture, nous le répétons, est saine et abondante. N'oublions pas, camarades, que c'est nous qui la leur procurons et qu'il faut à ces 208 petits deux repas principaux, un petit déjeuner et un goûter chaque jour. C'est aussi nous qui les habillons : les ressources financières de la colonie ne permettent pas de leur acheter des vêtements neufs et tous ces petits ne sont vêtus que des dons recueillis ; les vêtements usagés durant moins longtemps que les vêtements neufs ; il nous faut les renouveler plus souvent ; pensons-y.

Enfin il y a les frais médicaux :

heureusement ceux-ci sont à peu près inexistant grâce à la préoccupation



Un groupe des orphelins de Llensa.

ne peut contenir tous les enfants, il faut les servir en trois fois, les tout petits d'abord, puis les moyens, cafin les plus grands, ce qui complique la tâche du personnel de la maison ; nos petits, eux, semblent comprendre les difficultés et avoir à cœur de les simplifier : dès que l'heure du repas a sonné, ils se rassemblent, s'asseyent et mangent silencieusement, sans hâte mais sans perte de temps, pour laisser la place aux suivants, qui attendent avec impatience ; ce repas est un beau spectacle.

Naturellement, le mobilier de la colonie est très simple, les lits en bois blanc, les couverts parfois disparus, car l'esprit des camarades responsables n'a pas été d'organiser la colonie modèle, celle des visites officielles, soignée jusque dans ses plus petits détails, mais de faire vraiment œuvre de solidarité, en accueillant le plus d'enfants possible et en leur assurant l'essentiel, la santé et l'instruction élémentaire.

La santé, ils l'ont, grâce à une excellente nourriture, la propreté et la vie au grand air. La dernière inspection sanitaire, du 2 septembre 1937, a témoigné dans son rapport que « la colonie Ascaso-Durruti peut se considérer comme le meilleur établissement de réfugiés de guerre que nous

constante et à la grande compétence de la directrice de notre colonie.

Mais Llensa n'est pas qu'un refuge matériel : c'est aussi la colonie où les enfants trouvent l'instruction, les jeux et les plaisirs qu'on peut procurer à cet âge. A 50 mètres environ du château, les enfants ont leur école où ils se rendent matin et soir. En dehors des heures de classe, ils jouent dans le beau jardin qui entoure la maison, ou vont en promenade : la plage est toute proche et ils s'y baignent l'été ; dans l'intérieur du pays les promenades sont innombrables vers les champs, les collines et les bois parfumés.

Ces enfants des faubourgs de Madrid, fils du peuple, sont très attachés à leur colonie et aux camarades responsables pour lesquels ils ressentent un véritable amour filial ; affection qui récompense ceux-ci de la lourde tâche qu'ils ont, pour laquelle ils ne comptent ni les fatigues ni les interminables journées de travail. C'est à nous de redoubler d'efforts pour soulager dans toute la mesure de nos moyens le dur labour de ceux sur qui pèse tous le travail de la colonie, et de développer toujours davantage notre solidarité qui est un des meilleurs moyens de lutte contre le fascisme.

« Si vous aboutissez, votre S. I. A. — qui en aura tout le mérite — connaître un éclat particulier. Et les anti-

Grand meeting à Paris

le 18 février

Délégation auprès du gouvernement Negrin

Grand meeting à Barcelone

fin février

Pour obtenir l'amnistie en Espagne républicaine

Depuis huit jours, depuis que nous avons annoncé que nous allions agir afin qu'il n'y ait plus d'antifascistes dans les prisons de M. Negrin, notre courrier est encore plus enthousiaste que d'habitude.

Voici, en substance, ce que l'on nous écrit :

« Nous l'attendions, cette campagne-là. Elle est digne de la S. I. A. ; si elle aboutit vous porterez au fascisme un rude coup, car vous ressusciez l'union des antifascistes espagnols qui est indispensable pour en finir avec Franco. »

« Vous ferez remettre 5.000 bons camarades en liberté et du même coup vous obtiendrez que le peuple espagnol retrouve l'élan des premiers mois de lutte et cette confiance en lui que les politiciens ont émoussé. »

« Si vous aboutissez, votre S. I. A. — qui en aura tout le mérite — connaîtra un éclat particulier. Et les anti-

fascistes du monde entier, qui ont les yeux sur l'Espagne, crieront de joie : enfin, l'abcès est crevé, l'Espagne ouverte va reprendre sa marche en avant. »

Et voilà, en quelques mots, le but et le sens de notre campagne expliqués par nos correspondants.

Il nous reste à dire qu'un grand meeting aura lieu, au Gymnase Japy, le 18 février, pour engager notre action :

Qu'au cours de ce meeting des délégués seront choisis qui devront se rendre en Espagne avec la mission d'exterminer du gouvernement central de Barcelone la libération de tous les antifascistes ;

Que S. I. A. internationale organisera à Barcelone, à l'intention des délégués de la S. I. A. française, un grand meeting au cours duquel ceux-ci indiqueront les sentiments qui animent les adhérents de notre S. I. A. pour tout ce qui se rapporte aux événements d'Espagne.

S. I. A. EST UNANIMENT ADOPTEE PAR LES ESPAGNOLES RÉSIDANT EN FRANCE

La Fédération des comités antifascistes espagnols en France a tenu son congrès à Montpellier les 29 et 30 janvier. Plus de 300 comités étaient représentés par 80 délégués.

Nous donnerons la semaine prochaine, dans notre page espagnole de la S. I. A., un compte rendu de ce congrès, qui a démontré l'étreinte solidarité qui lie les ouvriers espagnols résidant en France avec tout le peuple d'Espagne engagé dans une lutte dont dépend la liberté du Monde.

Congrès réconfortant par plus d'un aspect, et par ce fait que, composé de délégués pour la plupart travailleurs des champs, il conserva une allure simple mais élevée, un ton de discussion dont ne fut jamais bannie une courteuse camaraderie.

La S. I. A. se trouvait à l'ordre du jour du congrès. Quel accueil allaient faire à notre jeune organisation les Espagnols résidant en France, dont nous connaissons la grande activité dépensée dans leurs groupements formés d'Espagnols, mais dont on nous avait dit la méfiance instinctive pour les œuvres qui n'étaient pas exclusivement animées par des camarades de leur langue ?

L'accueil fait à la S. I. A. fut des plus cordiaux, triomphal presque.

Tout en gardant leur autonomie et leur structure actuelle, qui leur permet des efforts particuliers, et particulièrement beaux, en faveur de leur Espagne, les Comités antifascistes espagnols en France donneront unanimement leur adhésion de principe à la S. I. A., s'engageant ainsi à se transformer automatiquement en sections de la S. I. A. au fur et à mesure de l'évolution des événements d'Espagne, s'engageant en outre à faire prendre la carte de la S. I. A. à tous leurs adhérents.

Et cela fut décidé après une courte discussion, au cours de laquelle pas une note discordante n'a été entendue.

Une brochure sur S.I.A.

Celle du XIII^e arr., pour laquelle les compagnons de cet arrondissement ont fait une publicité des plus intelligentes, a été des plus réussies. La salle était archi-comble. C'est un encouragement pour la S. I. A. dans le XIII^e qui va en profiter pour recruter un plus grand nombre d'adhérents.

Il faut la lire, la faire lire. Elle répond à toutes les questions. Elle satisfait tout le monde et personne n'hésitera pour adhérer à S.I.A. après en avoir pris connaissance.

Son prix : 0 fr. 60 l'exemplaire; 27 fr. les 50 ; 92 fr. les 100.

LES FÊTES D'HIER

Celle du XIII^e arr., pour laquelle les compagnons de cet arrondissement ont fait une publicité des plus intelligentes, a été des plus réussies. La salle était archi-comble. C'est un encouragement pour la S. I. A. dans le XIII^e qui va en profiter pour recruter un plus grand nombre d'adhérents.

C'est un excellent travail de propagande en faveur de la S. I. A. que le groupe naissant de Champigny sait de réaliser par la réussite de sa fête et de son bal de nuit. Bon départ pour la section et qui va lui permettre d'étendre son action locale.

Souscription en faveur de la S.I.A.

Deuxième liste

Versé par Sébastien Faure (bénéfice de 4 conférences données à Paris), 5.500 fr.; Falte, 40 fr.; Michel Oscar, 25 fr.; Julia Altinot, 100 fr.; Aurias Pierre, 50 fr.; Legad, 50 fr.; Quinet R., 6 fr.; L. Ombriade, 8 fr.; Mire Pineau, 10 fr.; Anonyme Oran, 20 fr.; Dupont, 50 fr.; Leyah, 5 fr.; Contreras, 200 fr.; B. Dély, 350 fr.; Ermelin, 25 fr.; Candela, 240 fr.; Delanoy, 5 fr.; Le Visage, 15 fr.; Roche, 200 fr.; quelques Syndicats de

28 fr.; liste 2053 v. par Breton, 39.50; liste 542 v. par Marie Schillan, 100 fr.; liste 2098 v. par Bettendorff, 125 fr.; liste 686 v. par Artusse, 13.50; liste 2049 v. par Martin L., 129 fr.; liste 2025 v. par Pacaud, 67 fr.; liste 2024 v. par Pacaud, 40 fr.; liste 2.023 v. par Pacaud, 37 fr.

Liste n° 970 (Maison Verdier à Meaux) versée par Lucienne Balouazat, 30 fr.; liste 2097 v. par Subias, 46.50; liste 1684 v. par Plessy, 42 fr.; liste 1565 v. par M. Jouot, 55 fr.; liste 2516 (Sauter-Harle) v. par Cuinères, 89.75; liste 2521 (Usine Sauter-Harle) v. par J. Riou, 64.50; liste 2515 (Usine Sauter-Harle) v. par Crunieres, 15 fr.

Liste n° 1412 versée par Nolen, 20.50; liste 756 v. par Le Stir J., 13 fr.; Rokosi, Saint-Etienne, 25.50; Antoine Sals, à Saint-Etienne, 30 fr.; liste 1065 (sommes reçues au siège) 968 fr.; liste 2576 (Imprimerie Moderne-Montrouge) v. par Germain M., 30 fr.; liste 2520 (Société Générale Optique) v. par Beatrix, 425 fr.; liste 1248 v. par Jose Cantador, 116.50; liste 2220 v. par Lova, 225 fr.; liste 185 v. par Cotret, 44 fr.; liste 2056 (Panhard-Levassor) v. par Razetti, 45 fr.; liste 676 v. par Nègre, 10 fr.; liste 1706 (Hispano) v. par Loison, 173 fr.

Liste n° 1296 (Hispano) versée par Loison, 134 fr.; liste 1450 (Hispano) v. par Loison, 182 fr.; liste 1551 (Hispano) v. par Loison, 164 fr.; liste 2337 v. par Joubaire, 27.50; liste 1071 v. par Matra Vicario, 20 fr.; liste 1065 (sommes reçues au siège) 968 fr.; liste 2576 (Imprimerie Moderne-Montrouge) v. par Germain M., 30 fr.; liste 2520 (Société Générale Optique) v. par Beatrix, 425 fr.; liste 2220 v. par Lova, 225 fr.; liste 185 v. par Cotret, 44 fr.; liste 2056 (Panhard-Levassor) v. par Razetti, 45 fr.; liste 676 v. par Nègre, 10 fr.; liste 1706 (Hispano) v. par Loison, 173 fr.

Liste n° 1296 (Hispano) versée par Loison, 134 fr.; liste 1450 (Hispano) v. par Loison, 182 fr.; liste 1551 (Hispano) v. par Loison, 164 fr.; liste 2337 v. par Joubaire, 27.50; liste 1071 v. par Matra Vicario, 20 fr.; liste 1065 (sommes reçues au siège) 968 fr.; liste 2576 (Imprimerie Moderne-Montrouge) v. par Germain M., 30 fr.; liste 2520 (Société Générale Optique) v. par Beatrix, 425 fr.; liste 2220 v. par Lova, 225 fr.; liste 185 v. par Cotret, 44 fr.; liste 2056 (Panhard-Levassor) v. par Razetti, 45 fr.; liste 676 v. par Nègre, 10 fr.; liste 1706 (Hispano) v. par Loison, 173 fr.

Liste n° 1.415, versée par M. Jouot, 56.50; liste 967, versée par Grange, 38 fr.; liste 1.140 (A.O.I.P.), versée par Grenier, 225 fr.; liste 27 (Hispano), versée par Planzer, 235 fr.; Nice, 50 fr.; Locmariaquer, 20 fr.; Syndicat des Gargons de Cuisine, 60 fr.; correcteurs Paris-Soir; Paris-Midi, 190 fr.; Contrebas, 100 fr.; Richard, 20 fr.; un groupe d'institutions, versée par Lamberet, 150 fr.; Harlay, 50 francs.

Liste n° 1.415, versée par M. Jouot, 56.50; liste 967, versée par Grange, 38 fr.; liste 1.140 (A.O.I.P.), versée par Grenier, 225 fr.; liste 27 (Hispano), versée par Planzer, 235 fr.; Nice, 50 fr.; Locmariaquer, 20 fr.; Syndicat des Gargons de Cuisine, 60 fr.; correcteurs Paris-Soir; Paris-Midi, 190 fr.; Contrebas, 100 fr.; Richard, 20 fr.; un groupe d'institutions, versée par Lamberet, 150 fr.; Harlay, 50 francs.

Liste n° 913 (sommes reçues au siège) 1.176 fr.; liste 1950 versée par Emilienne Marteaute, 117 fr.; liste 1967 v. par Sorbi Bixio, 17 fr.; liste 1934 v. par Mora, 2 fr.; liste 1379 v. par Chabanon, 17 fr.; liste 1619 v. par Alain Le Duff, 23 fr.; liste 2202 v. par Genebault, 70 fr.; liste 937 v. par Bridoux, 30.50; liste 1136 (Groupe Chaussou) v. par Vennard, 117 fr.; liste 1015 (Maison Carnaud J.) v. par Vilhar, 50 fr.; liste 1.533 v. par Roussel, 192 fr.; liste 1.533 v. par J. Bel, 115 fr.; liste 2343 (Gnome et Rhône-Kellerman) v. par Roche, 100 fr.; liste 1.537 v. par Prin, 114 fr.; liste 2348 v. par Carillon, 47 fr.

Liste n° 1.833 versée par Lemaillé, 140 fr.; liste 2246 v. par E. Henri, 21 fr.; liste 345 v. par Laurence Mafta, 207 fr.; liste 343 v. par Ardaillou, 161.80; liste 739 v. par Brégeon, 20 fr.; liste 2555 v. par Gilard, 116.25; liste 2235 v. par Georges, 102.50; liste 2179 v. par De Blaise Picca, 59 fr.; liste 1305 v. par Cardona, 71 fr.; liste 777 v. par Douches, 90.50; liste 101 (S.A.G.E.M.) v. par Bernard, 363 fr.; Janvier, 50 fr.; Madeline Lamberet, 300 fr.; Candela, 130 fr.; Pierre, 3 fr.; Gracia, 20 fr.; La petite Monique, 20 francs.

Total de cette deuxième liste (janvier) : 47.223 fr. 60.

Total de la liste précédente (novembre et décembre) : 72.482 fr. 80 au lieu de 72.602 fr. 80, une souscription ayant été, par erreur, indiquée deux fois.

Total général : 119.706 fr. 40.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

ANTONY — Les camarades qui auraient des vêtements des vêtements à destination de l'Espagne, sont invités à les apporter, 19, rue Marigny.

CORBEIL-ESSESSES — Une section s'est constituée il y a quelque temps. Nous invitons les antifascistes de la région à y adhérer. Ecrite à Soutan, rue Emile-Zola, à Essonne.

LUXE GARGAN — La section organise le samedi 12 février, salle Duranty, gare de Gargan, une grande fête suivie d'un bal de nuit. Réclamez les billets de participation à cette fête à notre permanence : caté Terminus, de 9 h. à 12 h., dimanche prochain.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Fauchier 596-03

Las evacuaciones

La prensa ha señalado que se habla de organizar una nueva evacuación de Madrid. Las autoridades de la citada ciudad han decidido revisar las autorizaciones de residencia accordadas a los civiles, a fin de eliminar el mayor número posible de personas inútiles para el combate o las tareas anexas a la lucha.

Esta decisión ha sido tomada ya varias veces, pero sus resultados no alcanzaron las proporciones que se deseaba. Sin embargo, la evacuación de Madrid se impone desde hace mucho, y esto por dos razones. Una es el bombardeo sistemático y salvaje a que se entrega el ejército fascista, que a diario vomita sobre la capital de España, los obuses de su artillería pesada y las bombas de sus grandes aviones de bombardeo. La segunda estriba en las dificultades del abastecimiento.

Sabemos los obstáculos que se encuentran para esta tarea. Una de ellas es la resistencia de la población a abandonar sus queridos madrileños. Pocos habitantes están tan enamorados de su ciudad como los madrileños. Pero los hechos son elocuentemente crueles. Se cuentan ya por millares los niños y las mujeres que han caído bajo la metralla, y como la lucha no ha terminado, como puede incluso rerudecer, existe el peligro de que haya otros millares.

Por otra parte, Franco y sus amigos italianos y alemanes se obstinan en tomar la ciudad. La víspera de la ofensiva de Teruel, habían preparado una gran ofensiva por Guadalajara, a fin de avanzar por el este y cortar la comunicación entre Madrid y el Levante. Entonces, el hambre rendiría la población más pronto que las armas.

Este ataque puede producirse de un momento a otro. Es poco probable que los fascistas no procuren dar una respuesta a la toma de Teruel. Y en caso de un bloqueo, o de luchas desesperadas por las calles, quinientas mil mujeres y niños serían un obstáculo terrible.

La evacuación de la población civil de Madrid se explica pues. Asimismo se explica la de Teruel, durante el contraataque enemigo, por las mismas razones.

Pero una cosa es escribir y disertar friamente, académicamente sobre este hecho, y otra realizarlo o verlo realizarse. Hace tiempo que he visto llegar a los primeros refugiados de Madrid, a niños llegados en autobuses que viajaban de noche para no ser bombardeados por los aviones fascistas. Venían treinta, cuarenta en cada uno. Había varios autobuses juntos. Los chauffeurs me han contado muchas veces las escenas desgarradoras que tuvieron lugar cuando las madres se separaban de ellos. Era preciso arrancarlas materialmente del coche, y a veces, en el momento último, decidían quedarse en el y compartir también en las tierras donde iban, su misma suerte.

Se ha empezado hace mucho tiempo la distribución de los primeros niños madrileños en toda España. Los he visto en las aldeas de Levante, formando grupos alegríes en medio de los naranjales. Los he visto en el sur y en el norte de Aragón, constituyendo a veces colonias, en casas y quintas requisadas por las colectividades, con maestros y maestras encargados de su educación. Los he visto en los pueblos de Cataluña. He visto también las chicas madrileñas que, privilegio de su juventud, ponían, donde iban, una nota de alegría. He visto los muy pequeñitos y las muy pequeñitas, criaturas de tres o cuatro años, recogidos en casa de compañeros, de particulares que les trataban y cuidaban cariñosamente.

Los miembros de la S.I.A. deben leerlo y difundirlo. Su precio es de setenta céntimos.

Pedílo desde ahora. Está en impresión y pronto la tendremos en venta.

Y cuantas historias he oido! ¿Ves esta mafiequita? me decía un día en Valencia, un compañero. Ríe y está alegre, pero es probable que este encanto no tenga ya su

Los bombardeos aéreos de la retaguardia

Barcelona, Valencia, Reus y otras ciudades han sido visitadas por los pájaros siniestros. Estos pájaros han dejado caer bombas formidables sobre las casas, en las calles y las plazas. Las casas alcanzadas se han desplomado. Los habitantes han sido pulverizados, destrozados. La gente sorprendida en la calle ha sufrido la misma suerte. Hay para ella unas bombas especiales, que se parten en muchos fragmentos, y ocasionan más víctimas.

Esto dura desde hace mucho tiempo. Madrid fué así atacado desde el principio de la guerra, y hemos visto, y la opinión internacional ha visto, en carteles editados para despertarla, las fotografías de las víctimas, de los cuerpos inocentes acribillados por las ametralladoras, por la metralla asesina.

Estos ataques van aumentando de continuo. Los fascistas no cesarán. La aviación republicana ha tratado, para frenarlos, de hacer sufrir la misma suerte a la retaguardia fascista. Pero no tenemos almas de chacales. No podemos ir tan lejos como ellos. En este duelo de salvajismo, al cual hemos sido arrastrados, hemos de perder, porque nos duele que caigan criaturas y mujeres bajo nuestros golpes.

El enemigo quiere desmoralizarnos. No lo logrará. Se venga de no poder conquistar lo que resta de España fuera de su dominio. No nos sorprende.

Pero, lo que sorprende e indigna más, es la indiferencia con la cual lo que se llama opinión internacional, deja cometer estos hechos. La insensibilidad pública de Europa y de América es monstruosa. Durante la guerra pasada se ha puesto el grito en el cielo cuando los alemanes hacían víctimas en la población civil de las naciones invadidas. Pero nada se dice ahora, frente a este exterminio sistemático de la población civil nuestra.

Hasta qué grado, de relajamiento moral se ha llegado? ¡Qué necesitan los pueblos de las naciones liberales!

Los refugiados, sacrosantos para nosotros, agravan el problema de la alimentación, precisamente porque las regiones que tenemos en manos son las que menos alimentos producen. Dolor de esta pobre gente, de estos andaluces que quedan sentados en los bancos de la plaza Cataluña, tristes, nostálgicos; de tantas familias sin muebles y apifadas como se puede, y con innumerables dificultades para procurarse los medios de subsistencia. Y problema de abastecimiento para esta población aumentada.

Ved eso en las evacuaciones. Tienen su lado útil, necesario incluso, pero son profundamente trágicas. Hacemos para los que deben separarse de los suyos, de su tierra, de su casa, tal vez para siempre, todo lo que podemos. Pero no podemos hacer bastante. ¡Ayudadnos a socorrer a los refugiados! Que puedan siquiera comers! Que puedan cubrirse debidamente, y calzar como conviene!

No, el pretexto de actos revolucionarios no cuenta, no tiene valor, ni nos convence. Lo que se quiere, es debilitar a unas fuerzas populares porque así conviene a determinado partido que ambiciona hacerse dueño de todo, porque así lo reclaman los partidarios del régimen anterior al 19 de julio.

Y esto debe terminar. España no puede vencer al fascismo si está dividida. La esperan aún, por desgracia, muchos meses de sufrimiento, de pruebas crueles. Sólo puede salir del paso con la unión honrada y sincera de los que luchan contra el fascismo.

Todas sus fuerzas le son precisas. No tiene tanta superioridad sobre el enemigo para malgastarlas en luchas intestinas que son más eficaces en su contra que los bombardeos aéreos. No se puede atacar a grandes sectores como son los particularmente perseguidos, y creer que los que a ellos adhieren lucharán con ganas cuando se les llame. La confianza, el estado moral que no puede ser más que el resultado de un respeto reciproco, son imprescindibles. Y no se puede hablar de confianza sin demostrar el más perfecto jesuitismo si, al mismo tiempo que se tiende la mano a unos sectores, se encarcela y se persigue a sus militantes.

S.I.A. pide la libertad de esos presos. De todos, tanto españoles como extranjeros, y cualesquiera que sea filiación ideológica dentro del antifascismo.

Es un paso necesario para que se disipe del horizonte español las perspectivas de nuevos desgarramientos y de nuevas jornadas de mayo. Es un paso imprescindible para que la unidad material entre todos los antifascistas sea un hecho y asegure la victoria.

Ante estos hechos demasiado graves, S.I.A., no puede limitarse a reclamaciones platónicas. La sección francesa ha decidido obrar con la firmeza que reclaman las circunstancias. Y ha proyectado por el momento tres cosas:

1º El 18 de febrero tendrá lugar en el Gymnase Japy, de París, un mitín para reclamar la liberación de los cinco mil presos antifascistas.

2º Se nombrará en ese acto una delegación encargada de ir a pedir al gobierno de Barcelona la libertad de los presos.

3º Esta delegación, junto con la sección española de la S.I.A., dará en España un mitín reclamando la pronta adopción de esa medida que todos los antifascistas esperan.

Después veremos lo que convendrá hacer.

Cuando la libertad es asediada, los que no acuden a defenderla con todas sus fuerzas son también sus verdugos.

BLASCO IBÁÑEZ.

Notas desde España

PROGRESAMOS SIEMPRE

Nosotros progresamos siempre. Nosotros, es decir, Solidaridad Internacional Antifascista.

He dicho en unas notas anteriores que se fundan continuamente secciones nuevas, que llegan sin cesar solicitudes de ingreso. He aquí unas cifras y unos ejemplos que lo demuestran.

La sección española de la S.I.A. tiene ya unos noventa mil afiliados. Noventa mil, si aunque parezca exagerado. Y esto ha sido logrado en pocos meses. ¡Cuantas fuerzas quisieran poder progresar con el mismo brio, con la misma rapidez!

Pero, no nos detenemos aquí. Hay en estos momentos un mismo número de solicitudes de ingreso. Si tod@s pudieran ser admitidas, lo que se viendría con la celeridad que las múltiples tareas permiten, tendríamos ciento ochenta mil socios. No cabe duda de que, de todos modos, llegaríamos a tener pronto esta cantidad, y a los pueblos que el presidente de España justifica lo que se sigue.

S.I.A. clama su indignación no solamente contra estas incursiones mortíferas de la aviación enemiga, sino contra la apatía de los sindicatos obreros de los partidos de vanguardia, de los liberales, de todos los sectores antifascistas.

Se ha removido el mundo por salvar, en ciertos procesos celestes, a uno o a dos hombres. Se hizo bien. Había que defender esas existencias individuales y los principios de la justicia legal vulnerados a través de su caso. Pero ahora, es la existencia colectiva de un pueblo, y son todos los principios de justicia vital, todas las negaciones del derecho, incluso del derecho a la vida de este pueblo que se trata de defender y salvar.

Deben empezar los actos de protesta contra estas atrocidades. Deben menudear, multiplicarse. El clamor de la opinión debe llegar hasta Hitler, Mussolini y Franco. Deben sentir que no se puede vulnerar hasta tal punto los sentimientos humanos.

Que todos los españoles del mundo promuevan esta campaña. Por los suyos que han quedado en España, por la causa antifascista, por el honor de la Humanidad!

1.º Hasta qué grado, de relajamiento moral se ha llegado? ¡Qué necesitan los pueblos de las naciones liberales!

2.º Pero, i se podrá? Difícil es supo-

nerlo. El fascismo acecha por todas partes, trabaja incansablemente. No luchamos solamente con él en los frentes. Luchamos también a retaguardia. Y nos causa bajas, aunque lo mantengamos a raya.

Cuando se escriba algún día la historia completa de esta lucha del pueblo español, se comprenderá la magnitud de sus sufrimientos. Pero yo quisiera que se comprendiese ahora mismo, y que se procurase enmendar estos sufrimientos con una solidaridad activa hecha sobre más vasta escala.

UNA COLONIA INFANTIL

Se anuncia para en breve la apertura de una colonia infantil. Albergará a hijos de combatientes, buena parte ellos huérferos. Se ha comprometido a sostenerla un taller metalúrgico importante cuyos trabajadores se consideran como los padres de las criaturas privadas del hogar y del calor del autor de sus días.

Cuando pueda daré noticias más concretas sobre esta fundación. Pero creo útil señalarla para que se vea, en el extranjero, que la S.I.A. no se duerme en nada, que desarrolla siempre iniciativas nuevas o amplia las que ha tomado.

En toda la prensa nuestra puede verse continuamente consignas como éstas: «Los hijos de los combatientes son los hijos de todos nosotros». «El que lucha debe saber que sus pequeños no carecen ni de alimentos, ni de ropa, ni de cuidados». «S.I.A. es el padre de los que lo perdieron en el frente».

Este estado de conciencia se desarrolla cada vez más. Gana los gremios, las sindicatos, las industrias, los talleres, las fábricas. Todas las cargas son de todos. Se termina con el aislamiento una tanto egoísta de cada uno en su casa. La casa de cada cual se agranda, desplaza sus límites. No se es indiferente, como antaño, a lo que ocurre a los demás. No se puede serlo.

Y así es porque se fundan colonias, escuelas, guarderías, comedores, instituciones de todas clases sobre las cuales flamean las tres letras gloriosas de S.I.A.

La solidaridad extiende sus lazos y sus bondades en todos sentidos. Y descubre diariamente nuevos horizontes, nuevos fines, nuevos, motivos de actividad y acercamiento que nos unen más y nos hermanan como nunca lo creímos posible.

ANTIFASCISTA.

LOS PRESOS ANTIFASCISTAS

Se ha publicado, en el último número de este periódico, un informe escrito por el compañero Doménech, secretario del Comité Regional, sobre el problema de los presos antifascistas encarcelados y procesados en España.

La pasión partidista se ha cebado en ellos. Sectores políticos que se vieron un momento minoría en la administración de la vida económica, se vengan de esa pasada situación. Se vengan, y al mismo tiempo previenen, mediante esta eliminación de revolucionarios, una posible disminución de sus fuerzas para mañana.

Como se señala en el informe mencionado, son acusados en virtud de las leyes burguesas, anteriores al 19 de julio, por hechos cometidos durante el período revolucionario. Es como si se hubiera querido juzgar a los autores de la Revolución francesa de 1789 de acuerdo a las leyes monárquicas. A este paso, sería necesario encarcelar las tres cuartas partes, por lo menos, de los habitantes de la España antifascista. Y buen número de republicanos, de socialistas, de comunistas incluso estarían en el mismo caso, y deberían ser condenados.

No, el pretexto de actos revolucionarios no cuenta, no tiene valor, ni nos convence. Lo que se quiere, es debilitar a unas fuerzas populares porque así conviene a determinado partido que ambiciona hacerse dueño de todo, porque así lo reclaman los partidarios del régimen anterior al 19 de julio.

Y esto debe terminar. La esperan aún, por desgracia, muchos meses de sufrimiento, de pruebas crueles. Sólo puede salir del paso con la unión honrada y sincera de los que luchan contra el fascismo.

Todas sus fuerzas le son precisas. No tiene tanta superioridad sobre el enemigo para malgastarlas en luchas intestinas que son más eficaces en su contra que los bombardeos aéreos. No se puede atacar a grandes sectores como son los particularmente perseguidos, y creer que los que a ellos adhieren lucharán con ganas cuando se les llame. La confianza, el estado moral que no puede ser más que el resultado de un respeto reciproco, son imprescindibles. Y no se puede hablar de confianza sin demostrar el más perfecto jesuitismo si, al mismo tiempo que se tiende la mano a unos sectores, se encarcela y se persigue a sus militantes.

S.I.A. pide la libertad de esos presos. De todos, tanto españoles como extranjeros, y cualesquiera que sea filiación ideológica dentro del antifascismo.

Es un paso necesario para que se disipe del horizonte español las perspectivas de nuevos desgarramientos y de nuevas jornadas de mayo. Es un paso imprescindible para que la unidad material entre todos los antifascistas sea un hecho y asegure la victoria.

Ante estos hechos demasiado graves, S.I.A., no puede limitarse a reclamaciones platónicas. La sección francesa ha decidido obrar con la firmeza que reclaman las circunstancias. Y ha proyectado por el momento tres cosas:

1º El 18 de febrero tendrá lugar en el Gymnase Japy, de París, un mitín para reclamar la liberación de los cinco mil presos antifascistas.

2º Se nombrará en ese acto una delegación encargada de ir a pedir al gobierno de Barcelona la libertad de los presos.

3º Esta delegación, junto con la sección española de la S.I.A., dará en España un mitín reclamando la pronta adopción de esa medida que todos los antifascistas esperan.

Después veremos lo que convendrá hacer.

Libros para los combatientes

La S.I.A. ha constituido en España la «Biblioteca del Combatiente». Esta iniciativa tiene por objeto suministrar a los milicianos libros cuya lectura pueda distraer o descansar su espíritu en las horas de ocio, o entre los combates.

Si hay de quinientos a seiscientos mil mil movilizados, según los datos suministrados por las esferas oficiales, es de suponer la cantidad de obras que hacen falta para que todos esos muchachos puedan leer.

El facilitarles libros tiene la mayor importancia. Porque, a pesar de las opiniones, siempre parciales, que se pueda tener, un soldado, sea del ejército antifascista o no, es siempre un soldado, y si no se vela a que no se produzcan en los nuestros desviaciones, corren el riesgo de adquirir, especialmente con la disciplina y los métodos establecidos por las exigencias de la guerra, una mentalidad bastante distinta de lo que deseamos.

Por los que no se encuentran en esta situación, existe, de parte nuestra, la natural tendencia a satisfacer un deseo de lectura que se manifiesta tal vez con más intensidad en esta situación que cuando trabajaban, porque tienen más tiempo libre.

Pedimos pues libros. Libros de ciencia, de sociología, de buena literatura. Nada de cosas chabacanas, que hacen daño tanto en el frente como en la retaguardia.

Los que pueden desprenderse de algunos de los ejemplares que tienen en su biblioteca, que lo hagan. Los que pueden comprarlos

y mandarlos, en español, que los comprén y los manden.

S.I.A. se encargará de difundirlos, de hacerlos circular, gracias a las secciones de su Biblioteca del Combatiente que ha establecido en todos los frentes.

La Sección Nacional de la S.I.A. de los Estados Unidos de América ha organizado una jira a España para que los antifascistas norteamericanos puedan observar directamente el entusiasmo combativo de la España leal y la capacidad constructiva de los trabajadores.

PROGRESSION DES DÉMENCES...

Un inquiétant accroissement du nombre des maladies mentales a été, depuis quelques mois, signalé dans la presse. Les articles publiés sur ce sujet avaient pour base les déclarations de psychiatres connus. A la tribune au Conseil général de la Seine, plusieurs interventions viennent de se produire, au cours desquelles furent apportés des chiffres et des informations qui présentent une réelle gravité.

La progression des maladies mentales, qui concerne tout le pays, est particulièrement redoutable dans le département de la Seine.

Un rapporteur déclara au Conseil que le

nombre des aliénés du département, qui était de 14.257 au 31 décembre 1926, dont 6.292 hospitalisés en province, atteignait 19.776 au 31 décembre 1936, dont 6.875 transportés dans des asiles de province. Actuellement, le nombre des aliénés de la Seine dépasse 20.000, sur lesquels 7.200 furent reçus en province. La quantité de ces malades traités dans les établissements provinciaux n'a pas augmenté dans la même proportion que l'ensemble des aliénés, parce que, dans toute la France, les besoins locaux qui se sont considérablement développés interdisent d'accroître beaucoup l'aide fournie au département de la Seine. En conséquence, on dut hospitaliser 40.000 malades en surnombre au sein des asiles de ce département, alors que 2.000 lits supplémentaires seulement étaient disponibles.

Les résultats d'un semblable resserrement apparaissent dramatiques. A l'asile de Vaucluse, en particulier, les dortoirs sont absolument insuffisants, les lits étant rapprochés de telle manière que le personnel surveillant se trouve dans l'impossibilité de passer entre eux. Les réfectoires et les salles de réunion sont transformés, la nuit, en dortoirs ; le sol y est recouvert de matelas et de drapards. Qu'un incendie se produise en de telles conditions, les conséquences en seraient sûrement tragiques ! Le nombre croissant des aliénés enlève aux médecins la possibilité de les traiter véritablement ; certains médecins-chefs des asiles de la Seine doivent s'occuper de six ou sept cents malades. D'autre part, le transport de milliers d'aliénés de la Seine dans des asiles de province s'avère de plus en plus nécessaire. Ils sont ainsi séparés de leur famille, ce qui provoque souvent, chez celle-ci, de grandes et compréhensibles souffrances.

Parallèlement à ces déchances cérébrales amène à se demander quelles en sont les causes, quels éléments jouent un rôle dans ce croissant afflux de malades mentales. Ces éléments déterminants sont classés en causes endogènes, ou intérieures à l'organisme, qui se trouvent dans le sang et les tissus, et en cause exogènes, issues de l'extérieur (milieu ambiant, corps étranger). Les causes endogènes proviennent de l'hérédité, d'un trouble morbide ou d'un terrain en moindre résistance ; elles sont donc congénitales. La maladie mentale considérée comme cause endogène majeure de troubles la syphilis et l'alcoolisme. Des causes exogènes, qui sont nombreuses, je citerai seulement quatre groupes importants : l'intoxication, l'infection, les lésions cérébrales, les causes morales. Les éléments d'intoxication sont multiples. Au premier rang doivent être considérés l'alcool et l'absinthe, ou les substances similaires à celle-ci. Derrière des toxiques tels que la cocaine, la morphine, l'éther..., dont les effets néfastes sont rapides et intenses, bien d'autres produits pourraient être cités : leur action, bien plus lente, bien plus insidieuse, ne s'en révèle pas moins, à longue, désastreuse pour une population. Le rôle des causes morales dans la détermination des dénèmes est notablement augmenté en notre époque de décomposition économique, où soucis, chagrins et maux vont se multipliant, encore que la folie ne se produise à la suite d'une cause émotionnelle, que si l'organisme est affaibli ou héritairement prédisposé.

Compte tenu de ce qui précéde, la lutte contre le développement des maladies mentales, la véritable action préventive, dépend d'une propagande naturaliste sérieuse, rationnellement organisée, d'une part, et de la réussite d'une révolution sociale, d'autre part. Des ouvriers plus largement éduqués, au système nerveux non surmené, moins soumis aux bruits, aux trépidations des usines, à la respiration d'air et de va-

NOTRE ORGANE DES GROUPES D'USINES

PRENEZ NOTE

Les groupes ayant reçu les listes de souscription pour le journal d'usine, sont tenus dans le plus bref délai de les remettre au LIBERTAIRE.

Aux camarades responsables des groupes ayant participé aux réunions préparatoires pour le journal, le bureau les prie de retenir leur soirée du lundi 7 février, pour mettre au point la centralisation et la diffusion du journal ainsi que différentes questions.

Cette réunion aura lieu au LIBERTAIRE à 8 h. 1/2 précises le lundi 7 février.

Que tous les camarades des groupes fassent le nécessaire pour cette réunion en venant le plus nombreux possible. — R. C.

NOUVELLE HISTOIRE DE FRANCE

par un groupe d'instituteurs

Extrait de la préface des auteurs :

Enfant,

Etudie cette petite histoire de ton pays. Elle a été faite pour toi. Elle n'a pas oublié les paysans, les ouvriers, d'autrefois qui ont peiné, qui ont souffert. Nous voudrions que leurs peines et leurs souffrances te fassent mieux aimer tes paysans et tes ouvriers, tous les travailleurs d'aujourd'hui. Tu aimeras davantage la justice, qui veut que chaque travailleur ait un sort heureux. Tu aimeras davantage la paix, qui conserve pour l'avenir les biens du travail.

En vente au LIBERTAIRE, 9 francs. Franco recommandé, 10 fr. 80.

LA S.D.N. EST MORTE

(Suite de la première page)

Le second débat prend sa signification de cette même impuissance. Il a posé au sein du Comité des Vingt-Huit, la question même du Pacte. Celui-ci doit-il lier les membres de la S.D.N. en vue d'une action coercitive, c'est-à-dire imposer à chacun d'eux l'obéissance aux décisions prises en commun même si celles-ci peuvent entraîner la guerre ? ou bien ne doit-il comporter aucune contrainte en sorte que la S.D.N. deviendrait une simple association consultative excluant toute idée de sanction ? Cette dernière thèse est soutenue par bon nombre de petits Etats qui sont les récentes abdications de la S.D.N. ont éclairé sur la valeur pratique du Convention et qui ne veulent pas se laisser entraîner dans une politique de sanctions contraire à leur sécurité. Parmi eux, se trouvent les puissances dites du groupe d'Oslo, comprenant la Belgique, la Hollande, la Suède, le Danemark, etc... qui réclament la reconnaissance de la conquête italienne de l'Etiopie... Disons tout de suite qu'aucune décision n'a été prise sur ces deux dernières questions : mais, en tout état de cause, elles restent posées et cela est déjà très significatif.

Il faut, pour comprendre l'attitude des petits Etats appartenant encore à la S.D.N., se souvenir que durant ces derniers mois la plupart d'entre eux se sont préoccupés d'améliorer leurs rapports avec l'Italie et l'Allemagne. Par l'établissement de pactes bilatéraux avec ces puissances, ils ont, en fait, souscrit de véritables engagements incompatibles avec la lettre du Pacte.

Cette politique est d'ailleurs parfaitement explicable : aussi longtemps que les grandes puissances sociétaires ont paru assez fortes pour maintenir l'ordre issu des traités, ces petits Etats se sont attachés à leur fortune en constituant une clientèle d'assistés qui pouvait se muer éventuellement en une alliance militaire. Mais la carence de la S.D.N. lors de l'invasion de la Mandchourie, de la guerre d'Espagne et, finalement, du conflit sino-japonais a ouvert les yeux des gouvernements jusqu'alors fidèles et les a incités à la prudence. Les armements massifs de l'Italie et de l'Allemagne ont fait le reste.

L'axe Rome-Berlin accroît son prestige dans la mesure où s'accuse le déclin profond, irrémédiable du groupe fran-

canglais. En dépit des efforts de M. Yvon Delbos, ce fut la débandade dans le camp genevois. Le centième Conseil de la S.D.N. marqua à vrai dire la fin de l'Organisation. Désormais, réduite à rien, divisée contre elle-même elle a pratiquement et politiquement cessé d'exister.

D'aucuns s'en alarment. La paix, disent-ils, est en péril. Et ils pressent le gouvernement français d'agir. Mais comment ? En ressuscitant la S.D.N. ? En lui rendant son prestige évanoui ? Personne n'y compte. Des lors, il faut donc agir ailleurs. Le plus urgent, pensent certains organes du Front populaire, est d'intervenir en Europe Centrale où la pression allemande sur l'Autriche se fait de plus en plus dangereuse. Le but serait de réaliser une sorte de front austro-hongrois qui se proposerait d'empêcher à tout prix un putsch nazi et la réalisation de l'Anschluss. La France et l'Angleterre appuieraient à fond la combinaison. Nous ne savons pas quel sort lui sera réservé, mais ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'elle sera beaucoup moins les intérêts de la paix que ceux de l'impérialisme français et ce nous est une raison suffisante pour la dénoncer. Voilà pourtant où en sont réduits les partis et la CGT, effrayés par la montée des dangers de guerre. Dans un moment à tous égards, si grave pour le monde, ils en sont à supplier les diplomates de les sauver de la catastrophe ! Caveant consules ! écrit P. Thiéry en titre de son article de la Tribune des Fonctionnaires.

Or, le souci des ministres n'a jamais été de faire la paix. Aux travailleurs seuls est dévolu ce rôle. C'est à eux de veiller.

LASHORTES.

DES ORDRES DU JOUR DE PROTESTATION CONTRE LES POURSUITES CONTRE DOUTREAU

La Ligue d'Action Antireligieuse et Sociale, réunie en assemblée générale, le 27 janvier à son siège, Bar des Cinq-Avenues, 1, rue Sainte Cécile, à Marseille ;

Proteste avec énergie contre l'arrestation arbitraire du camarade Doutreau sous l'injonction d'une coalition cléricale ;

Représente que sous un gouvernement de front populaire la liberté de réunion, de parole et d'opinion soit bafouée.

Le délégué à la propagande : Gairard Louis

De nombreux groupes de l'U.P. nous ont adressé des ordres du jour de protestation pour Doutreau que, faute de place, nous ne pouvons insérer. Nous publions néanmoins la protestation ci-dessous qui émane de la Ligue d'action antireligieuse.

A NOS COLLABORATEURS ET CORRESPONDANTS

Nous avons, cette semaine, été littéralement submergés de copie. Le Statut du Travail notamment nous a valu plusieurs articles. Cet intérêt de nos militants pour leur Lib est une preuve de vitalité dont nous nous réjouissons et tout en les remerciant nous les prions d'excuser leur Lib de ne pouvoir hospitaliser cette semaine tous ces articles.

Rappelons encore une fois que la copie doit parvenir le lundi midi au plus tard.

SAVEZ-VOUS QUE...

LA HAUSSE VERTIGINEUSE DES PRIX

Dès l'avènement au pouvoir du Front Populaire, la hausse des prix de détail a atteint une moyenne, sur les denrées alimentaires, de plus de 50 %.

En voici le témoignage d'après les statistiques officielles des fluctuations des prix de détail à Paris pour cinq denrées alimentaires de consommation courante :

	Pain (le kilo)	Lait (le litre)	Haricots (le kilo)	Huile (le kilo)
Juin 1936	1,60	1,20	23,30	4,00
Décembre 1937	2,60	1,95	30,60	6,40
Hausse de juin 30 à déc. 1937	62,5 %	63,2 %	31,3 %	41,8 %
	60 %			

le pain, le lait, la viande (tranche de bifteck), les haricots et l'huile blanche. Nous nous limiterons aux chiffres extrêmes pris le premier en juin 1936 et le second en décembre 1937. La gamme intermédiaire établie mois par mois, et qui indique la progression régulière des prix, pouvant être négligée.

Viande (tranche de bifteck)	Haricots (blancs)	Huile (blanche)
1,60	23,30	4,00
2,60	30,60	6,40
62,5 %	31,3 %	41,8 %

OUVRIRS CONTRE DES ACTIONS ANTIÉRIEURES DU CAPITAL (1).

L'avènement a confirmé cette loi immuable. Aujourd'hui, la classe ouvrière se trouve dans une situation économique inférieure à celle existante avant l'avènement du F.P. La diminution de la journée de travail est largement compensée par la montée des prix.

Pour en être autrement, il eût fallu que le slogan électoral « Faire payer les riches » se traduise dans la pratique par une amputation massive du profit capitaliste.

Mais ce but supposait une autre politique que celle menée par les chefs marxistes socialistes ou communistes qui n'ont rien retenu de l'enseignement de leur « maître vénéré ».

Faire payer les riches par le moyen de l'action politique était un leurre grossier. Seule la lutte directe des exploités contre leurs exploitants, en imposant à ceux-ci une expropriation massive de leurs profits, peut modifier le rapport des forces de la bourgeoisie et du prolétariat, au bénéfice de ce dernier. Mais cela, c'est le problème de la révolution. On connaît que les marxistes qui se préparent maintenant à ligoter la classe ouvrière dans un code du travail issu de Waldeck-Rousseau, n'en veulent pas entendre parler.

(1) Marx : Salaires, prix et profits (p. 39.)

MENACES FINANCIÈRES

Les nombreux articles de presse consacrés au problème financier indiquent que la lutte entre partisans de la liberté monétaire et tenants du contrôle des changes, se poursuit.

Les défenseurs de l'actuelle attitude du gouvernement, quant aux finances, insistent sur la nécessité des économies. Gaston Jézé, dans l'Ère Nouvelle, rappelle que les emprunts peuvent combler l'excédent des dépenses durant un certain temps seulement, car la charge des intérêts augmente le déficit. L'emprunt n'est, présentement, plus possible. D'autre part, une augmentation des impôts ne serait pas supportable pour les contribuables. Pour éviter à l'Etat l'obligation de recourir à des expédiés, il est, déclare Gaston Jézé, nécessaire de réaliser des économies, non seulement par le refus de toute augmentation des dépenses publiques, mais aussi par la réduction de celles qui existent. Si de grandes économies ne sont pas ainsi réalisées, nous irons fatallement vers l'inflation et le débâcle monétaire.

Le ministre Marchandau, durant le discours — radiodiffusé — qu'il prononça dimanche au Conseil général de la Marne, dit que l'ennemi n° 1 de la monnaie est l'excédent des dépenses qui incombe à l'Etat et aux collectivités publiques, par rapport aux recettes qu'ils escomptent. Le déficit de la trésorerie s'élèvera en 1938 — d'après les estimations de Georges Bonnet — à 28 milliards de francs environ. Le ministre des Finances déclara que tout accroissement de dépenses qui serait accompagné d'une création de recettes dégagée de la trésorerie d'un poids supplémentaire, serait prohibé par le gouvernement, de la manière la plus énergique. Il ajouta que l'amélioration du

crédit de l'Etat, nécessité d'ordre vital pour le pays, devait être obtenue aussi par un accroissement de recettes, lequel dépendait d'une modification des données relatives à la production.

Le président de la Fédération des contribuables, Lemaigne-Dubreuil, fait connaître (Vendémiaire du 2 février) les intentions exactes des défenseurs de la liberté monétaire. Après avoir constaté l'inéficacité d'une affectation supplémentaire de milliards d'or au fonds de stabilisation, alors que le déficit commercial sera de 18 milliards, il écrit :

« Il faut l'équilibre du budget de la France comme l'équilibre du budget de la ménagerie. Fermons les oreilles aux cris

que provoque le traitement du malade. »

Ces diverses déclarations, entre autres, indiquent avec clarté que la fraction de la bourgeoisie visant au maintien de la liberté de la monnaie tentera d'imposer une déflation à la classe ouvrière de ce pays. Une dépense annuelle d'armement qui dépasse 23 milliards l'y conduira nécessairement, dans les conditions économiques présentes. Le prolétariat pris entre ce danger, d'une part, et les risques d'une inflation massive provoquée par les groupes qui défendent le contrôle des changes, d'autre part, peut résister à ces séries menaces uniquement par une action révolutionnaire de ses syndicats.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux bons gens, par Pierre Kropotkin.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chauchi.

La morale anarchiste, par Pierre Kropotkin.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkin.</p

PARIS-BANLIEUE

PARIS-XI-XII

Nous avons un local

Ne nous sommes certainement pas le « parti des masses », mais nous sommes une organisation révolutionnaire qui ne demande qu'à renforcer ses rangs avec des ouvriers conscients.

En effet si le groupe est peu nombreux il ne compte que des militants, des camarades tous dévoués à l'idée anarchiste, prêts à la défendre à toute circonstance.

Il n'est pas nécessaire pour nous de bluffer qui que ce soit, la meilleure preuve du sérieux de notre organisme : c'est que nos espoirs ont été récompensés. Depuis quelques temps nous annonçons, à qui voulait nous entendre que nous possédions un local. Eh bien ! C'est fait ! Notre groupe à son local, ses adhérents pourront se réunir dans une atmosphère familiale, se procurer les livres de notre bibliothèque intérieure, discuter sans crainte des oreilles indiscrettes.

Mais nous pensons quand même aux sympathisants, nous n'oublisons pas les très nombreux lecteurs du « Lib. » que nous convierons régulièrement une fois par mois à des causeries éducatives.

Tous nos amis répondront à notre premier appel jeudi 3 février 1937, à 20 h. 30, rue Saint-Bernard où sera traité : les anarchistes et le mouvement syndical.

PARIS-18^e

Notre camarade Georges Desfossés, à l'appel des militants Barbotte, Mabille, Octave Rabaté, Marcel Rouffignac, tous grands bonzes du mouvement « Paix et Liberté », et, par surcroît, membres du P. C., demanda à partir le 29 novembre 1936, dans la colonne de « Paix et Liberté », pour l'Espagne.

Revenu en France en juin 1937, et à la suite de manque de travail dans la corporation, il se fit inscrire au chômage. Il vient d'être radié par la commission paritaire locale de l'1^{er} arrondissement, malgré la suite de votre séjour en Espagne de novembre 1936 à juin 1937.

Dévoué ce motif, Desfossés fut bon d'aller voir le représentant du parti des masses, Gaston Auguste, membre du Comité Central du P. C., secrétaire général de la région Paris-Ville et conseiller municipal du quartier, la réponse d'Auguste fut simple et catégorique : « Je ne peux rien faire pour toi dans ce cas-là. »

Question posée aux appartenants responsables Barbotte, Mabille, Rabaté et Rouffignac qui sont restés gentiment à leurs chers travaux : « Que feriez-vous à la place du camarade Desfossés ? » Venez nous donner la réponse au groupe ; cela nous fera plaisir.

Un sabotage de l'affichage de notre réunion a été organisé par tout ce qui compte de fascistes contre-révolutionnaires dans notre quartier. Avis a été donné à ce sujet par notre camarade Chéry, mais le groupe a avoué ses courageux qui, n'osant aborder la contradiction dans nos réunions s'en prennent à notre affichage, que pour cette fois nous les avisons de ne pas avoir à recommander, car, à l'avvenir, malgré tout le dégoût que cela nous inspire, nous emploierons à leur égard les mêmes méthodes de sabotage.

Pour revenir au meeting, ce fut, en considération de ce qui fut proposé un succès : une centaine d'auditeurs attendirent les camarades Lorio, Barzanga et Virelizier qui exposèrent les dangers immenses que la classe ouvrière court actuellement avec la politique d'isolation des partis politiques qui dans le Front Populaire se sont empressés après avoir eu les sièges de consacrer leur temps à l'enchevêtrement des ouvriers au patronat, et, s'apprêtent aujourd'hui avec le statut moderne du travail à l'empecher de recours à toute action réellement révolutionnaire chômo.

Un camarade trotskiste du P. O. L'apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade algérien vint affirmer la trahison infeste à l'égard des travailleurs coloniaux du parti thoreziste, indiquant de quelle façon les coloniaux souffrent en Algérie, Tunisie, Maroc, où sont les promesses d'avant 1932, enfin, un syndicaliste apporta son point de vue à l'égard de la C. G. T. S. R.

Lorio répondit rapidement aux divers contradicteurs et la séance a été levée, une quote, faite en faveur des grévistes de la S.T.U.R., rapporta 20 fr.

Les jeunes syndicalistes du 1^{er} nous adressèrent un message de sympathie dont nous les remercions. — Pour le groupe : LORIO.

ANTONY-FRESNES

Convocation : tous les premiers jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, chez Camille, avenue d'Orléans.

Certains individus, pour désagréger notre groupe, ont fait courir certains bruits sur notre camarade Soilly, ex-militaire du front d'Aragon. Nous pouvons déclarer que celui-ci est parti librement en Espagne et est revenu de même ; la raison qui l'a fait agir ainsi est la militarisation des milices. Il n'en est pas moins resté anarchiste ; c'est pourquoi le groupe en entier se déclare solidaire de lui. — Pour le groupe :

BOULOGNE-BILLANCOURT

Les causeries éducatives sont commencées ; elles se poursuivront chaque mardi chez Cuville, 30 avenue des Moulineaux. Le dernier sujet qui fut traité était l'amour libre. Chacun peut apporter son point de vue et la plus entière liberté de discussion est accordée à chacun. Nous informons tous les camarades que le meeting contre la main tendue aux catholiques et contre la religion aura lieu mercredi 9 février, salle du cinéma Jean-Jaurès, 74, boulevard Jean-Jaurès. Des renseignements complémentaires seront donnés ultérieurement ; rendez-vous soirée et faire en partie à vos amis. — L. Viro.

MONTERFELME

Vendredi 26 janvier, le groupe organisait une réunion publique sur le sujet : Pourquoi nous ne lèverons jamais la main aux catholiques. Malgré la tenue d'une réunion de compte rendu du congrès d'Arles, organisé par le P. C., une grande affluence assista à cette première réunion. Nous devons remercier tous les camarades de la section sociale.

L'ordre du jour suivant fut adopté à l'unanimité :

Demandant aux prolétaires révolutionnaires de s'unir dans un front révolutionnaire qui permettra de détruire l'appareil bourgeois, d'abattre le fascisme et de poursuivre la solidarité totale, morale et matérielle aux combattants révolutionnaires d'Espagne. Réclame la libération de notre camarade Doutreau.

RUEIL-VILLE

Le groupe de Rueil est formé et déjà les compagnons se mettent au travail avec ardeur.

Jeudi soir avait lieu une réunion sur le sujet : Ce que veulent les anarchistes. Bien qu'aucune affiche ni tract n'ait annoncé cette réunion, une quarantaine de camarades étaient présents. Le camarade Viro fit son exposé et donna des renseignements complémentaires à ceux qui en demandèrent. La réunion prit fin sur la décision fermée de commencer la grande campagne de déboursement de crâne.

Mardi 15 février, aura donc lieu salle Goudard, 104, avenue Paul-Doumer, un meeting contre la guerre et les 2 ans.

SAINT-OUEN

« Réunis le jeudi 20 janvier, les membres du groupe audionien de l'U.A. protestent avec véhémence contre l'arrestation arbitraire de Maurice Doutreau, accusé de provocation au meurtre, coupable seulement de mettre tous ses moyens et toute sa sincérité au service de la vérité en démasquant publiquement les agissements malhonnêtes des bonzes de la politique et de la religion.

« Ils constatent, sans grand étonnement, que sous un gouvernement qui se réclame du peuple, le tel est toujours aussi malhonnête pour les révolutionnaires dignes de ce nom et galvaude.

« En adressant à Doutreau toute leur sympathie, ils espèrent que les révolutionnaires de Saint-Ouen, comprenant enfin qu'il n'est point de sauver suprême et que leur libération sera leur œuvre propre, viendront sans tarder grossir le nombre de ceux qui restent décidés à balayer tous les fonctionnaires de toutes les religions et à instaurer la paix par tous les moyens appropriés. » — Pour le Groupe : P. U.

VILLEJUIF

La presse a relaté abondamment les détails de l'explosion des grenades de « La Goguille » au laboratoire de Villejui, Rive n° manquant : troncs sans têtes, membres déchiquetés, intestins pendus aux arbres, véritable mouchetis de chair humaine sur les murs environnants, etc., etc... bref, tout ce qu'il faut pour que le lecteur du poison quotidien ait le grand frisson et maudisse une fois du plus, et sans grand danger pour eux, les auteurs du drame : Les Gogouards ».

Les nacos, véritables châcals, s'emparent des cadavres en boulillant des innocentes victimes de cette hécatombe et organisent une manifestation monstre. Contre qui ? Pourquoi ?

Pour nous, il est certes regrettable que les salopards qui ont fabriqué et chargé ces grenades n'aient pas sauté avec ; c'était la certitude de leur châtiment et un moyen radical pour les empêcher de recommencer ; mais il ne faudrait pas croire que la population est dupée et qu'il suffit d'une manifestation exploiter les cadavres et la peine des familles pour déplacer les responsabilités.

Les principaux fautifs sont ceux qui ont fait enningasier à Villejui, au milieu d'une agglomération ouvrière, ces explosifs qui auraient dû être détruits, aussitôt trouvés, dans un lieu approprié. Si cette faute inadmissible, véritable cause du drame, avait été commise sous un ministère de droite, ah ! mes amis ! quelles imprécations ! C'est pourquoi nous protestons contre la macabre manifestation qui n'a pour but que de cacher à ce peuple les véritables responsables de cette catastrophe qui n'avance pas d'un pas accéléré, l'arrestation des grands et véritables gogouards qui sont à la tête du patronat français et avec qui les organisateurs de cette manifestation sont en train de « manigancer » le code du travail, véritable cercle antisyndicaliste et anti-ouvrier. — Un anticageauard.

VOIX DE PROVINCE

BREST

La Rocque à Landerneau

Comme chacun sait, tout est prétexte au sieur comme des « Fonds secrets » pour s'en aller aux monts et vallées discuter et organiser ses troupes d'une façon plus ou moins secrète. Pour Landerneau, il advint que le prétexte fut le baptême du quatorzième enfant d'un de ses lieutenants nommé le Clerc, dont il fut sollicité le baptême. Le père, ou plutôt ce qui servit de prétexte à ce rassemblement, puisque des déguisés vinrent des départements bretons, eut lieu à l'Hôtel de Bretagne et ne fut connue que tardivement, trop tardivement, puisque ce fut le soir même que les militants apprirent la venue de La Rocque dans Landerneau.

Quoi qu'il en soit, les militants syndicaux et antifascistes se démenèrent au mieux possible, afin de démontrer à ces messieurs les fascistes que leur fête allait avoir un supplément imprévu au programme si secrètement élaboré. A quelques dizaines, les Bretons arrivèrent dans le pays de la lune pour appuyer les camarades landernéens dans la manifestation contre la présence dans leur localité du colonel. Aussitôt malés les uns aux autres, ils conspuèrent vigoureusement les fascistes et leur chef ; puis, à l'occasion du départ de La Rocque vers Paris, ses gardes du corps sortirent de l'hôtel, et ce fut aussitôt le déchaînement de la bagarre dans laquelle ceux-ci furent chaudemant étirés, tout en ripostant de leur mieux.

C'est alors que les vitres de la gare volèrent en éclats sous la poussée furieuse de tous ceux qui voulaient monter au chef fasciste tout le temps qu'il pensait de lui. Puis l'ardeur se retourna contre l'établissement et le déchaînement de la bagarre dans laquelle ceux-ci furent chaudemant étirés, tout en ripostant de leur mieux.

Après une nouvelle bagarre il fallut aux fascistes la protection des gendarmes et gardes mobiles pour s'en aller.

Nous avons la ferme conviction que cette leçon portera ses fruits. Bravo les travailleurs de Landerneau pour votre action. — Le Lenn.

LA MONTAGNE

Dans cette localité où la parole pacifiste et libertaire ne s'était fait entendre depuis plus de vingt ans, nous avons eu le plaisir de voir que les 150 auditeurs qui assistaient à la belle conférence que donna le 21 janvier notre camarade Patorni, ne lui ménagèrent pas leurs applaudissements. Le sujet traité lui permit de situer notre position en face de tous les pacifistes d'union sacrée.

Nous sommes contre toutes les guerres quelles soient, quand elles dressent un peuple contre d'autres peuples. Seule la révolution sociale peut être acceptée par le prolétariat pour s'émanciper. Nous continuons à prouver que le patriote est un atropeau. Nous démettrons des antimilitaristes impénitents ; contre le militarisme, nous serons toujours, à partir du moment où il sort de son rôle de pure défense révolutionnaire. La même conférence eut lieu le lendemain à Couëron devant 120 auditeurs. Aucun contradicteur ne se présente à ces deux conférences. A toutes les deux, un ordre du jour fut voté à l'unanimité, protestant contre l'arrestation de Doutreau et la condamnation de Lordet et Léger.

MARSEILLE-GERMINAL

Le groupe se réunit désormais dans son nouveau local, Brasserie Croix-de-Lorraine, 40, rue Longue-des-Capucins, tous les jeudis, à 20 h. 15. Les camarades Gourdin, Coudry et le camarade Marcan du P. S. fêtent les actes de sabotage créés par le Gouvernement contre la classe ouvrière.

Demandant aux prolétaires révolutionnaires de s'unir dans un front révolutionnaire qui permettra de détruire l'appareil bourgeois, d'abattre le fascisme et de poursuivre la solidarité totale, morale et matérielle aux combattants révolutionnaires d'Espagne. Réclame la libération de notre camarade Doutreau.

LYON

Le J. A. C. démarre

Vo la fin de l'année et l'accroissement de la propagande, la J. A. C. le samedi 8 janvier, avait convié ses militants à venir envoier le travail passé, et celui d'avenir. Malgré une météo difficile, cette assemblée renverse la meilleure prévision. Nos camarades Maurice Cesbron et le plan de l'activité scolaire, rappela les peines et les angoisses du début, trace la portée actuelle de notre propagande pour l'U. A. et dit sa confiance en l'avenir, si les anarchistes français, à l'exemple de ceux d'Espagne, que tous les présents remercient, savent comprendre les réalités présentes, et s'organiser « libertairement »,

mais scrupuleusement. Après diverses interventions et une large discussion, à l'unanimité, les copains renvoient à Cesbron leur confiance pour coordonner, dans la région, tous les efforts ; ils demandent aux rédacteurs du « Lib. » de mépriser les phrases de la F. A. F. et de « Terre Libre ».

Le groupe J. A. C. de Lyon se réunit tous les samedis, à 14 h. 30, 212, rue de Crémieu. Appel pressant est fait à tous les jeunes lecteurs du « Lib. ». Pour ce qui concerne le groupe J. A. C., voir Angranès, 54, rue Salomon-Reinach. Pour celui de Villeurbanne, s'adresser à Mercader, 18, rue de la Tannerie. Pour les copains éloignés de ces centres qui voudraient organiser une réunion publique dans leur localité, voir la chronique J. A. C. Avis et Communications, où se trouve l'adresse de notre camarade Cesbron. Il y a du boulot sur la planche, et ce n'est pas fin.

NIMES

Alerte, camarades, sympathisants ! Nos divisions doivent cesser, nos petites zizannes doivent s'effacer ; nos dissensions personnelles prendre fin devant les exigences du moment ; nous devons tous à notre bel idéal et nous ne pouvons continuer à l'amoindrir par nos petites mesquines ; nous ne devons, c'est impossible, nous complaire plus longtemps dans une superbe qui, aux yeux de nos ennemis, paraît être une négligence de l'esprit fraternel qui ne doit cesser de nous animer.

Les instants sont tragiques, chaque jour voit empirer la situation de la veille ; rester inactifs, indifférents et divisés en présence des événements catastrophiques qui nous menacent, serait faire preuve d'inconscience.

Nous devons prendre exemple sur nos frères d'Espagne qui, depuis dix-huit mois, souffrant toutes les douleurs, versant leur sang par tous les pores, combattaient sans flétrissage pour leur liberté mise en danger par le fascisme envahissant. Cessions donc nos contemplations, serrons nos rangs et préparons-nous à la lutte.

Camarades anarchistes de Nîmes ! Reformons notre groupe, secouons notre lethargie. Ici, face à l'ennemi pour le combat pour la Liberté, pour l'Anarchie !

*

Les camarades que l'appel ci-dessus intéressera sont priés de se réunir au bar du marché, boulevard Gambetta, dimanche prochain, à 10 heures du matin, à l'effet d'y procéder à la formation du groupe.

RENNES

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 27 janvier, une conférence avec le concours du comité Patorni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des partisans de toute obéissance qui lacereraient sévèrement nos affiches. Néanmoins, 150 personnes répondent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patries, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. A l'appel à la contradiction, aucun contradicteur ne se présente. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne leçon de propagande qui portera sûrement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Lib. » qui désiraient prendre contact avec le groupe me voient, ou m'écrivent. — Briaud, 235, rue de Nantes

OUVERTURE ET CLÔTURE

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 27 janvier, une conférence avec le concours du comité Patorni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des partisans de toute obéissance qui lacereraient sévèrement nos affiches. Néanmoins, 150 personnes répondent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patries, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. A l'appel à la contradiction, aucun contradicteur ne se présente. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne leçon de propagande qui portera sûrement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Lib. » qui désiraient prendre contact avec le groupe me voient, ou m'écrivent. — Briaud, 235, rue de Nantes

OUVERTURE ET CLÔTURE

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 27 janvier, une conférence avec le concours du comité Patorni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des partisans de toute obéissance qui lacereraient sévèrement nos affiches. Néanmoins, 150 personnes répondent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patries, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. A l'appel à la contradiction, aucun contradicteur ne se présente. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne leçon de propagande qui portera sûrement ses fruits.

L'ouvrier qui croit à la justice est un naïf, puisque cette justice est rendue par des hommes qui n'ont pas la même éducation que lui, qui n'ont aucun des mêmes besoins et dont les intérêts sont absolument contraires aux siens.

Avec cette loi, les ouvriers seraient toujours punissables, mais jamais les patrons

Comité fédéral
des Bourses du Travail (1902).

le libertaire syndicaliste

Le statut du travail

Primitivement ce statut devait être déposé en blanc, c'est-à-dire vide de tout contenu. Les textes ne devaient être insérés qu'au fur et à mesure de leur adoption.

Au lieu de cela, six projets de loi ont été déposés par M. L.-O. Frossard.

(M. L.-O. Frossard ayant été successivement secrétaire du Parti Socialiste (S.F.I.O.), secrétaire du P.C.F., pionnier de Moscou et ayant tout trahi, se trouve donc être parfaitement qualifié pour prendre la défense des travailleurs.)

Ces textes n'étant pas définitifs, et susceptibles d'être améliorés aussi bien par M. Gignoux que par la C.G.T. et la C.F.T.C. nous n'en donnerons qu'une analyse succincte, quitte à y revenir au cours de leur discussion.

Deux projets de loi concernent : l'embauchage, le débauchage, et le placement des travailleurs.

Beaucoup de texte, rien de nouveau. Le patron pourra embaucher dans des bureaux de placements gratuits, payants ou procédés à l'embauchage direct. Aucun contrôle ouvrier n'est prévu.

Le statut moderne n'innove rien. En cas de débauchage, le projet de loi reconnaît le cas de licenciement collectif rendu nécessaire par la situation d'une entreprise. Eh bien on, ça ne va pas.

Le statut moderne n'aurait pas été déplacé à l'époque du servage. Il reconnaît au patron le droit de protéger et d'augmenter ses bénéfices.

Car c'est cela que ça veut dire le droit de licencier suivant la situation d'une entreprise. Voici un patron qui, par négligence, veulera ou incapacité, va laisser péricliter son usine. Il sera responsable de cet état de choses, mais ce sont ses ouvriers qui en supporteront les conséquences. Voici un autre patron qui, en transformant son outillage va pouvoir produire avec cent ouvriers, autant qu'avant avec deux cents. Il aura le droit de liquider la moitié de son personnel. Tant pis si cent ouvriers et leurs familles crèvent de faim,

le patron économisera cent journées de salaires. Que devient le droit de l'ouvrier ? Nos Excellences ne s'en préoccupent pas beaucoup. Il faut que l'on s'en préoccupe. L'ouvrier n'a que son salaire. Il doit de toutes façons recevoir ce salaire.

Il ne doit pas supporter les conséquences de l'incapacité ou de la rapacité patronale.

La première chose que doit garantir un statut du travail, c'est le droit à la vie pour les travailleurs. Il ne peut être question de réglementer les licenciements, avant que les ouvriers aient la certitude d'être soit réemployés, soit subventionnés.

En ce qui concerne la conciliation et l'arbitrage le projet n'apporte également rien de nouveau. Il tend à simplifier la procédure, mais quand on sait avec quelle désinvolture les arbitres s'assoint sur les textes, il nous sera bien permis de sourire. Voici plus d'un an que l'arbitrage a été mis à l'épreuve. La très grande majorité des sentences sont défavorables à la classe ouvrière. Les arbitres n'ont pas rendu leurs sentences en s'inspirant de la logique, mais dans le but de ménager la chèvre et le chou, de sauvegarder la paix sociale. Il ne pouvait en être autrement, le choix des arbitrages indiquant par avance les solutions à intervenir. C'est pourquoi nous récusons et conciliation et arbitrage. Les revendications ouvrières ne doivent pas dépendre des délégués du gouvernement.

Nous avons déjà parlé, dans le dernier *Lib*, du statut de la grève. Nous avons marqué notre opposition au scrutin secret hebdomadaire, ainsi qu'à la soi-disant neutralisation du lieu de grève. Mais il y a mieux. Le projet supprime l'aide de violence, voies de fait, menaces, malversations frauduleuses, occupation des lieux de travail, entravé ou tenté d'entraver la liberté du travail, sera possible d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 16 francs à 3 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins que l'employeur n'ait pas exécuté la sentence arbitrale.

Arrêtons pour aujourd'hui cette énumération.

Le peu que nous avons exposé, suffit déjà pour montrer dans quel sens ce statut a été bâti. Il s'agit de supprimer la lutte de classes, de réaliser l'union de la nation française. Il s'agit de museler le prolétariat pour le préparer à la guerre qui vient. Jusqu'à maintenant les Etats-Majors ont hésité. Ils n'étaient pas sûrs de l'arrière. Désormais ne les retiendra plus. Le statut légal de la grève, la conciliation et l'arbitrage obligatoires n'ont d'autre but que d'habituer le prolétariat à l'obéissance. Quand ce sera fait tous les espoirs seront permis. Et le temps ne sera plus loin où de nouveau on entendra un bruit de bottes, de bottes, de bottes !

Le "syndicalisme" stalinien en échec

Pourquoi la F.S.I. ne veut pas se laisser "avoir"

UN DOCUMENT HISTORIQUE
Ce que pensaient les fondateurs du mouvement syndical du fameux projet de loi Millerand ?

C'est pour obtenir ce résultat que, nous inspirant d'un très ancien projet du à l'initiative de Waldeck-Rousseau et de M. Millerand, nous avons proposé un ensemble de mesures par lesquelles l'autorité publique est habilitée à interdire pour s'assurer, par un vote libre, secret et obligatoire, que la majorité des ouvriers n'est pas soumise à la contrainte d'une minorité, pour provoquer sans délai un arbitrage équitable et pour réprimer les actes délictueux par lesquels certaines prétdraient s'opposer à la reprise du travail légalement ordonnée.

(Extrait de l'appel de M. Chaumeil du 27 janvier)

Nous publions ici une circulaire envoyée en 1901 par le Comité Fédéral de la Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies dont Fernand Pelloutier était le secrétaire. (Cette Fédération, constituée en 1892, fut un facteur puissant de développement du mouvement syndical aussi bien dans le domaine des formes d'organisation que dans celui des méthodes de lutte. Au Congrès de Montpellier, en septembre 1902, la C.G.T. actuelle était formée en réalisant l'Unité avec la Fédération des Bourses du Travail.)

Paris, le 25 mai 1901.

Au camarade Secrétaire de la Bourse du Travail,

Après délibération, le Comité Fédéral croit devoir vous prier de soumettre à l'étude du Conseil d'administration de votre Bourse du Travail le manifeste ci-dessous que lui a inspiré l'examen du projet de loi présenté par M. Millerand, ministre du Commerce, sur l'arbitrage obligatoire et la réglementation des grèves :

Le projet de loi Millerand, plus que tout autre projet, est attentatoire au droit de défense des spoliés contre leurs spoliateurs.

À la meilleure volonté, il est impossible de trouver dans cette loi un bon côté, quelque chose qui avantage l'ouvrier. Ce qui semble le meilleur est le plus hypocritement tourné.

Ainsi l'arbitrage obligatoire qui semble toucher le patronat, en réalité ne l'atteint pas, car il faudrait ne pas connaître la justice bourgeoise pour être dupé de ce moyen.

Sous la domination capitaliste, ce qui est appelé à être réglementé ou jugé entre la classe qui exploite et celle qui travaille ira toujours contre cette dernière. Les exemples tourbillent et les rares exceptions sont dues à l'état d'esprit d'un seul ouvrier dont la plupart des jugements sont ouverts annulés.

D'autre part, l'ouvrier qui croit à la justice est un naïf, puisque cette justice est rendue par des hommes qui n'ont pas la même éducation que lui, qui n'ont aucun des mêmes besoins et dont les intérêts sont absolument contraires aux siens.

Or, avec cette loi, les ouvriers seraient tout juste punissables, mais jamais les patrons.

Nous savons tous bien que n'importe quel conflit entre le capital et le travail, entre le patronat et le salariat, est toujours légitime, et que ce n'est que le débordement d'une coupe empêche de vivre des vaxations, d'atteindre à la partie de liberté des travailleurs, qui en sont toujours la cause. Et lorsqu'une grève éclate, comme toute insurection, comme toute révolution, elle est due, la plupart du temps, à l'initiative courageuse d'une minorité intelligente, consciente et hardie. C'est cette minorité-là qui est visée par les sanctions et pénalités des articles 26, 27, 28 et 29 de la future loi.

En instituant des délais, des atermoiements, des votes, des réglementations, des pénalités contre ceux qui violeraient ces réglementations arbitraires, les auteurs de ce projet pensent éteindre l'initiative de cette minorité éclairée qui éteindra le patronat dont n'importe quel gouvernement est et sera l'inéuctable défenseur, puisque c'est sa raison d'être. Ils savent que l'abus de la réflexion et de la réglementation que les actes.

Ils savent qu'en parlementarisant les grèves, ils tuent l'esprit de révolte légitime qui les anime.

Si l'État plait aux travailleurs d'organiser leurs grèves, de faire usage du referendum, libre à eux, ils n'ont nullement besoin d'une loi réglementant avec toutes sortes de complications cette façon d'agir, d'une loi dont ils ne sont pas les auteurs, mais dont ils peuvent être les dupes et dont ils seront certainement les victimes.

Le Comité Fédéral des Bourses du Travail de France et des Colonies prie tous les militants de chacune des Bourses adhérentes à la Fédération de faire de leur mieux pour démontrer au plus haut point quand on se rappelle que l'U.R. S. S. continue à commercer tranquillement avec les pays fascistes, tels le Japon, l'Italie, l'Allemagne :

"Les syndicats russes sont-ils disposés et en mesure - demande-t-on de différents côtés - d'agir, le cas échéant, contre leur propre gouvernement pour l'exécution de ces décisions ainsi que de leurs propres propositions. LEUR PAYS SE LIVRANT ENCORE A L'HEURE ACTUELLE A UN IMPORTANT COMMERCE AVEC DES PAYS AGGRESSEURS ET FOURNISSENT DES PRODUITS IMPORTANTS POUR LA CONDUITE DE LA GUERRE ?" Comme la F.S.I. reconnaît leur pleine autonomie aux organisations affiliées, on n'insistera pas exagérément auprès des syndicats soviétiques sur cette question, mais cette question peut se poser et on la pose d'autre part car elle constitue la réponse aux syndicats soviétiques.

Quant à la revendication d'un poste de secrétaire dans le bureau, la F.S.I. fait connaître que cette prétention est sans précédent et que même la Fédération américaine du Travail en s'affiliant n'a pas songé à poser une condition aussi dictoriale.

Tout en souhaitant que le débat continue dans la presse syndicale internationale, le bulletin fait malencontreusement remarquer que "du côté des syndicats russes la discussion de tout le complexe de questions s'est, jusqu'à présent, principalement limitée à la publication des communications officielles dans l'organe officiel "Trud".

On aurait tort de s'embarrasser sur la position prise dans ce duel insidieux par les puissants seigneurs de la F.S.I. Il est évident que quand sir Walter Citrine fait rejeter — comme il vient de faire le 26 janvier au Congrès des Traditions à Londres — les propositions stalinianiques, ce n'est pas seulement l'intérêt du prolétariat international qui le guide. Bien que nous

ne soyons nullement au courant des intrigues de chancelleries, nous n'avons besoin d'aucune perspicacité particulière pour soupçonner l'absence des influences établies. Cependant, il est bon que les syndicats français qui ont à lutter contre l'emprise stalinienne dans la C.G.T. alertent, partout où ils le peuvent, les syndiqués contre cette menace terrible qui serait l'entrée des boyards stalinians dans l'organisme international du syndicalisme, car ce ne sont pas là seulement "jeux de princes" syndicaux. La question se posera bientôt pour la C.G.T. peut-être au prochain C.C.N. Elle devra elle aussi se prononcer.

Telle quelle, elle n'est déjà pas très jolie, la F.S.I. Qui seraient avec les Russes à sa tête ?

Louis ANDER.



CHEZ LES PEINTRES

Le 22 janvier, les ouvriers de la corporation ont renouvelé leur direction syndicale. Dans le Conseil il n'y a guère de changement. Tous les opposants qui s'étaient affirmés contre la néo-réformisme de la C.G.T. sont maintenant dans la majorité qui soutient le statut. Les ouvriers dans leur majorité sont satisfaits de la pression et de la collaboration de classe, mais ils reconnaissent que les opposants ont fait du travail dans l'année écoulée. Le bureau aura une majorité stalinienne ce qui ne changera rien.

Cette année, les positions ont bien été définies et les élections malgré une apparente uniformité se sont bien faites pour ou contre la colonisation, pour ou contre l'indépendance du syndicalisme. Personne ne s'est trompé.

Les résultats pour l'opposition lutte de classe sont satisfaisants malgré le manque de préparation à ce genre de compétition.

On constate que les Staliniens dans notre syndicat ne jouissent pas d'une influence déterminante, mais ils possèdent un appareil administratif tel qu'ils peuvent facilement obtenir une confortable majorité.

La preuve est faite qu'une forte minorité de ceux qui ont voté veut que la C.G.T. revienne à une action plus positive contre le patronat et les trusts qui jugent toute l'économie.

Et si l'on fait la part de l'un et de l'autre, les éléments libéraux et sympathisants doivent être nombreux dans la corporation.

Si leur action jusqu'à présent, fut plus ou moins dispersée, c'est parce qu'ils n'osaient pas s'affirmer c'est qu'ils ne se connaissaient pas et manquaient de cohésion.

Que les camarades n'abandonnent pas la lutte, le syndicalisme n'est pas mort. L'opposition prendra de plus en plus conscience d'elle-même. Elle s'affirmera de plus en plus sur une plate-forme de lutte de classe et dans la mesure où les néo-réformistes capituleront, l'opposition grandira. — Latour, du nouveau Conseil syndical.

UN AVANT-GOUT DU STATUT DU TRAVAIL

Le tribunal civil d'Amiens condamne à 45.000 francs de dommages-intérêts un secrétaire de syndicat.

Avec cette loi, les ouvriers seraient toujours punissables mais jamais les patrons. Comme s'ils avaient voulu justifier la prophétie de la C.G.T. de 1902, les chats-fourrés d'Amiens viennent de prononcer un ignoble verdict condamnant pour des grèves d'occupation un secrétaire de syndicat d'habillement d'Amiens à 41.500 francs de dommages-intérêts.

Bornons-nous à reproduire l'information ci-dessous qu'a publiée la presse de samedi. Sa sécheresse brutale se passe de commentaires !

Amiens, 30 janvier. — Le tribunal civil d'Amiens vient de rendre un jugement qui engage pénalement un secrétaire de syndicat à propos d'une grève.

Alors qu'une convention collective était intervenue, le secrétaire du syndicat ouvrier de l'habillement, M. Roland Dumas, fit décider une d'Amiens. Celles-ci, d'accord avec la Chambre syndicale patronale, intentent au secrétaire du syndicat une action en dommages et intérêts.

Le tribunal leur a donné gain de cause. M. Dumas est condamné à leur payer, au total, une somme de 41.500 francs. La Chambre syndicale patronale obtient 1 fr. de dommages et intérêts pour préjudice moral.

LE JUGEMENT PRÉCISE QUEL ORDONNANT LA GREVE, LE SECRÉTAIRE DU SYNDICAT OUVRIER A COMMIS UN ACTE CONTRAIRE À LA LOI.

LE CONGRES DES METAUX DE LYON ET BANLIEUE

Le Congrès des métallurgistes s'est tenu à Lyon les 22 et 23 janvier 1938. Comme l'année précédente le bureau syndical (en majorité stalinien, en minorité réformiste) obtint l'avantage sur tous les volets; mais alors qu'en 1936 il n'avait presque pas eu d'opposition on a pu constater cette fois une minorité certes encore peu nombreuse mais néanmoins décidée et agissante. Les principales interventions de cette minorité furent faites par Brun (maison Garnier), Bouillet (Aleinig), Lavorel et Michel (testé) et le camarade Débes, du bureau sortant, fait un long exposé, expliquant pourquoi il ne se représentait pas, dénonçant la politique de paix sociale menée par le bureau syndical.

Trois résolutions, à la suite du vote du rapport moral, étaient en présence. Celui du bureau, celle de la section Testé (oppositionnelle), celle de la section Testé (stalinienne) qui a paru dans le "Liberateur" du 20 janvier. Ces deux dernières firent bloc contre la motion du bureau. La résolution du bureau obtint 365 voix représentant 189 sections et 19.877 syndiqués.

La résolution minoritaire 33 voix représentant 15 sections et 2.308 syndiqués, 15 délégués, représentant 6 sections et 1.127 syndiqués s'abstinent. Il faut ajouter que 92 délégués, électeurs par les manœuvres qui se firent jour ne prirent pas part aux votes.

Le lendemain, la minorité ayant demandé une représentation proportionnelle dans la nouvelle C.E., cette proposition fut repoussée. Certains camarades furent pris prisonniers à partie par les délégués staliniens. C'est ainsi qu'à l'heure de la tribune je fus insulté et calomnié et il est une preuve d'appartenance à la C.G.T. S. R. La "Vox du Peuple", organe du P.C. de la région lyonnaise reprit cet argument dans son compte-rendu du Congrès et demande "quel jeu trouve je", je fais (?)

Debet fut lui aussi insulté, calomnié et il est également de voir l'acharnement mis par les "nacos" pour discréditer ce syndicaliste sincère.

Le bureau sortant fut réélu à l'exclusion de Débes. L'orientation capitaliste du syndicat sera donc la même.

Et maintenant, que faut-il faire ? C'est ce que nous étudierons la semaine prochaine. — M. Lavorel.

DANS LA PHARMACIE

La situation dans la Pharmacie, en regard des 40 heures "comme le veut" la C.G.T., est loin d'être très claire, et il se pourrait que le personnel continue à être exploité.

Nous avons obtenu 43 heures, (plus ou moins respectives) et les patrons cherchent par les moyens possibles, à rétablir les 48.